



Migrations, une nouvelle donne
Catherine Wihtol de Wenden

Paris, FMSH Éditions, 2016, 184 pages

Au-delà de la crise des migrants : décentrer le regard
Cris Beauchemin et Mathieu Ichou (dir.)

Paris, Karthala, 2016, 200 pages

Dans un contexte électoral propice aux surenchères populistes sur les questions migratoires, les ouvrages de la spécialiste française des migrations Catherine Wihtol de Wenden, et de chercheurs de l'Institut national d'études démographiques (INED), Cris Beauchemin et Mathieu Ichou, fournissent, par un décentrement du regard sur les chiffres, l'histoire et la géographie des migrations, des clés salutaires de compréhension de la « crise des migrants » actuelle.

Ces deux livres s'attaquent d'abord à certaines idées reçues sur les migrations. La première est celle de l'*invasion*. Or, les 244 millions de migrants actuellement recensés dans le monde ne représentent que 3,5 % de la population mondiale, contre 5 % au début du xx^e siècle. Les immigrants représentent en 2015 les trois quarts de la population au Koweït ou au Qatar, 15 % en Australie, 10 % en Amérique du Nord et dans l'Union européenne, et 12 % en France. Que les Français évaluent à 30 % la part des migrants dans la population témoigne donc d'une formidable distorsion. Plus de la moitié des migrants en Europe sont des Européens (52 % en 2015), 27 % sont africains, 20 % sont asiatiques. S'agissant des réfugiés, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) estimait qu'en 2014 l'Union européenne accueillait 11 % des 13,7 millions de réfugiés, chiffres inférieurs à ceux de l'année 2000, où l'Europe accueillait 22 % des réfugiés de la planète, le nombre maximum (18 millions) ayant été atteint en 1992. Parallèlement, l'Europe détient en 2016 un triste record, les trois quarts des disparitions de migrants étant intervenues en Méditerranée.

Les chercheurs de l'INED montrent en outre – en dépit de lacunes statistiques sur les migrations de retour et de « re-migrations » – que les migrations ne sont pas si permanentes que cela, 20 à 50 % des migrants repartant dans les cinq années suivant leur arrivée. En France, le solde migratoire de 2013 (140 000) a diminué par rapport à celui de 2006 (164 000). Les retours sont motivés notamment par l'atteinte d'un montant suffisant d'économies, ou de l'âge de la retraite, ou encore par l'évolution de la situation socio-économique et politique dans le pays d'origine ou d'accueil. Cependant, la fermeture des frontières produit une « trappe migratoire » conduisant à la sédentarisation des migrants dans leur pays de destination, en particulier quand ils ont un statut irrégulier.

Par ailleurs, les Subsahariens qui, en 2012, représentaient 12 % des ressortissants de pays tiers en Europe n'abusent pas du regroupement familial. Beaucoup optent en effet pour un mode de vie familial transnational, la venue en France de leur famille leur paraissant coûteuse, tandis que les familles africaines, plus solidaires,

s'opposent souvent au départ des enfants et de l'épouse, qu'elles considèrent comme des ressources. Ainsi, dix ans après leur départ en Europe, 49 % des Congolais avaient retrouvé leurs enfants en rentrant chez eux, et 27 % avaient été rejoints par leurs enfants en Europe.

De même, les capacités d'intégration des pays de destination sont plus grandes qu'il n'y paraît. En 1939, environ 500 000 Espagnols fuyant le franquisme se sont réfugiés en France. Initialement mal accueillis car perçus comme trop à gauche, ils se sont pourtant parfaitement intégrés, grâce, notamment à leur participation à la résistance contre le nazisme. De même, en 1962 – certes dans la période des Trente Glorieuses – 600 000 « pieds noirs » ont été rapatriés d'Algérie et ont bénéficié d'une politique volontariste d'intégration motivée en particulier par la dette coloniale. Enfin, en 1975, alors même que l'immigration de travail était officiellement terminée depuis 1974, la France a réinstallé et intégré activement 120 000 réfugiés d'Indochine présentés comme victimes du communisme.

« L'arrivée de migrants n'a au pire, aucun effet sur l'économie, et, au mieux, un effet légèrement positif », car elle augmente la demande et crée de nouvelles opportunités économiques. Les migrants, qui sont souvent plus éduqués que la moyenne de la population de leur pays d'origine, peuvent apporter leurs contributions fiscales aux systèmes sociaux quand ils sont en situation régulière. L'immigration irrégulière, elle, répond à un fort besoin de main-d'œuvre peu qualifiée dans des secteurs d'activité souvent désertés par les populations locales. Ainsi, en Floride, l'économie a-t-elle mis cinq années pour absorber un flux de 125 000 Cubains arrivés en 1980 ; en Israël, l'immigration en provenance de Russie a entraîné une augmentation de 4 % de la population en 1990, mais pas de baisse des salaires ; en Turquie, la vague de réfugiés syriens de 2015 rend certes plus difficile l'accès au marché informel de l'emploi pour les Turcs, mais reste sans effet sur les salaires.

Enfin, Catherine Wihtol de Wenden conteste les perceptions négatives attachées aux immigrants musulmans, soulignant qu'il est infondé, au regard du très petit nombre de migrants musulmans impliqués dans des attentats terroristes, d'établir un lien entre migrants musulmans et terroristes. De même, si les secondes générations d'immigrés en France, souvent victimes de discriminations diverses, peinent à trouver leur place dans la société, elle rappelle que la radicalisation ne concerne qu'un nombre très restreint d'acteurs isolés par rapport à leur milieu d'origine.

Catherine Wihtol de Wenden établit un diagnostic des raisons pour lesquelles réfugiés et migrants dérangent. Ils contribuent en effet à révéler les contradictions d'un monde de plus en plus fluide où l'universalité du droit de sortie inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 se combine avec un droit d'entrée soumis à la souveraineté des États. La présence de migrants, surtout de deuxième génération, soulève la question des allégeances multiples, bousculant le concept de citoyenneté. Telle qu'elle a été théorisée, la notion de citoyenneté multiculturelle se fonde souvent sur l'échec des politiques de lutte pour l'égalité des droits civiques (aux États-Unis ou au Canada en particulier), mais elle pourrait aussi être un mode d'acceptation de l'immigration et de l'altérité.

Les deux ouvrages dénoncent en outre l'inadaptation des politiques migratoires actuelles. Catherine Wihtol de Wenden souligne l'impact de long terme des politiques de développement des pays d'origine pour traiter les causes profondes des migrations irrégulières, « la dynamique migratoire [étant] une réponse à court terme qui doit être dissociée de celle du développement, qui relève du moyen et du long terme ». Elle invite également à reconsidérer la notion de frontière, qui n'a pas toujours existé, notamment à l'époque de Stefan Zweig ; elle peut être utile pour sauver la vie des réfugiés, mais elle est remise en cause notamment par la mixité des mariages, le développement des modes de transports, les doubles nationalités, internet, les transferts de fonds, ou les trafics de faux documents.

Les politiques de fermeture des frontières ont quant à elles de nombreux coûts. Les deux ouvrages montrent d'abord qu'elles sont une « cause perdue », car elles ne dissuadent nullement les migrants de tenter leur chance dans d'autres pays. Elles ont donc un coût politique car, n'atteignant pas l'objectif affiché, elles risquent d'être discréditées. Dans le cadre européen, la politique migratoire constitue en outre un facteur de division entre les États européens qui ne s'entendent pas sur une réponse commune parce qu'ils sont affectés différemment par les flux, et ne disposent pas d'une politique étrangère commune vis-à-vis des pays d'origine ou de transit des migrants. Catherine Wihtol de Wenden souligne que la fermeture des frontières suscite dès lors des détournements des procédures d'asile, du mariage, et contribue au développement d'une économie des passeurs et du crime organisé. Parallèlement, une économie sécuritaire profite à des sociétés privées spécialisées dans des technologies militaires appliquées aux contrôles frontaliers. La politique de fermeture des frontières a aussi un coût humain : en Europe, elle est responsable d'une augmentation de la mortalité des migrants en Méditerranée, même si l'opération Mare Nostrum a permis de sauver des vies. Enfin, la précarisation des populations migrantes risque de produire un *dumping* social, nuisible à la cohésion des sociétés.

Catherine Wihtol de Wenden conclut en proposant de renforcer les efforts d'intégration des migrants dans une citoyenneté renouvelée, estimant que dans un monde « liquide », migrants et réfugiés préfigurent une citoyenneté mondiale dont l'État est loin d'être le principal acteur. À cet égard, elle souligne que l'Europe a contribué à enrichir une notion de citoyenneté dissociée de la nationalité, en promouvant la reconnaissance de la diversité comme valeur citoyenne. Elle plaide enfin pour un renforcement de la gouvernance mondiale des migrations qui conférerait à ces dernières le statut de bien public mondial.

Ces deux ouvrages n'épuisent pas les débats sur les migrations : la venue de migrants pour effectuer des travaux répondant à des qualificatifs en « D » (*dirty, dangerous, difficult*), qui ne correspondent sans doute pas à leur projet migratoire initial, et dont les auteurs reconnaissent qu'ils peuvent avoir un effet de *dumping* social, aurait pu être davantage discutée. Le fait que les opérations de secours en mer, triplées depuis avril 2015, aient permis de sauver 250 000 personnes pour la seule année 2015, mais se soient accompagnées d'une augmentation continue des disparitions en Méditerranée (3 283 en 2014, 3 784 en 2015, 5 098 en 2016) invite à s'interroger sur leur pertinence, dans un contexte où des passeurs cyniques

peuvent être tentés de surcharger de migrants un nombre croissant d'esquifs, escomptant qu'ils soient secourus. La manière de surmonter les difficultés d'une gouvernance mondiale des migrations, démultipliées par rapport à celles – déjà énormes – de la politique migratoire européenne nécessite d'autres travaux ; le succès, certainement fragile et coûteux à divers égards mais réel, de la déclaration conjointe UE-Turquie qui, depuis mars 2016, a permis de réduire drastiquement les entrées irrégulières (182 000 en 2016, dont 112 000 en janvier et février 2016, contre 885 000 en 2015), et les disparitions de migrants en Méditerranée orientale (68 entre avril et décembre 2016, contre 789 sur la même période de 2015), sans qu'il en résulte une augmentation majeure des flux *via* la Méditerranée centrale (+ 18 % en 2016, 181 000 entrées irrégulières), nécessiterait une analyse critique spécifique.

Cependant, la vision de long terme et la distance salutaire prise à l'égard des peurs qui dominent actuellement les politiques migratoires constituent les apports essentiels de ces deux ouvrages. Dans un contexte de montée des populismes, ils montrent que, plus que jamais, la politique migratoire risque d'être la victime collatérale de la lutte contre le terrorisme, et qu'il est de la responsabilité des politiques de se saisir avec courage et ouverture de ce phénomène durable.

Corinne Balleix

Chargée de la politique européenne d'immigration
et d'asile au ministère des Affaires étrangères,
enseignante à Sciences Po Paris

RELATIONS INTERNATIONALES

37 QUAI D'ORSAY. DIPLOMATIE FRANÇAISE 2012-2016

Laurent Fabius

Paris, Plon, 2016, 192 pages

Comme la grande majorité des ministres des Affaires étrangères de la V^e République, Laurent Fabius ne connaît pas bien le Quai d'Orsay en y entrant. Il comprend cependant vite une chose : un ministre français des Affaires étrangères ne peut travailler convenablement que s'il ne subit pas l'interférence quotidienne de l'Élysée. Fabius parle du «contrat moral» passé entre François Hollande et lui-même. À la différence de certains de ses prédécesseurs, il n'a pas à souffrir d'un président le confinant au rôle de partenaire mineur et d'un entourage élyséen exagérément intrusif.

Laurent Fabius découvre avec intérêt les pratiques de la diplomatie contemporaine. La réunion de la COP21, fin 2015, suggère une série d'observations éclairantes. La diplomatie contemporaine doit traiter les questions de *soft power* : économie, environnement, droits de l'homme, et associer acteurs privés, ONG et représentants de la société civile. Fabius explique aussi comment une erreur formelle, ayant transformé dans la version anglaise de l'accord de Paris un *should* en un *shall*, dut être rectifiée à la dernière minute pour éviter un rejet américain.

Les négociations sur le programme nucléaire iranien et le dossier syrien font l'objet d'une narration précise. Sur la Syrie, la position de Fabius montre l'importance des valeurs en politique étrangère : les Al-Assad sont décrits comme des criminels avec lesquels le

gouvernement français ne peut pas négocier. Fabius mentionne avec regret les refus britannique et américain d'engager, en août 2013, des frappes massives contre le régime, après que l'utilisation d'armes chimiques a été prouvée. On sent alors sa déception à l'égard d'Obama, Fabius y perçoit même un mépris du président américain à l'égard de la France. Ce qu'il ne dit pas, c'est combien cet épisode résume aussi l'héritage gaulliste en politique étrangère : celui d'une France qui prône des initiatives fortes en ne disposant pas des ressources suffisantes pour agir seule.

Si Fabius est déçu par Obama, il ne peut s'empêcher d'admirer la modernité du président américain. En revanche, il n'a ni admiration, ni confiance envers la Russie de Poutine. Ses propos sur son homologue Lavroff soulignent, une fois encore, l'importance portée à la différence des valeurs.

L'Europe constitue le chapitre le moins passionnant du livre. Fabius justifie son appel à voter «non» lors du référendum français de 2005. Il souligne une complicité forte avec son homologue allemand Steinmeier. En social-démocrate pragmatique, il considère qu'un refus français de ratifier le traité budgétaire de 2012 (que le candidat Hollande avait souhaité renégocier pendant sa campagne) aurait été «catastrophique». Pour le reste, Fabius exprime, comme beaucoup de politiques français, un scepticisme à l'égard de l'élargissement de l'Europe et prône une Europe à trois cercles (zone euro, Union européenne, grand marché). Mais il n'a guère de conviction profonde pour une Europe forte.

Son poids politique au sein du gouvernement permet à Fabius d'innover au Quai d'Orsay, en particulier en matière de diplomatie économique.

Ce n'est pas lui qui fait de la diplomatie économique une pratique neuve des ambassadeurs. C'est lui, en revanche, qui en fait une priorité politique portée par un discours. Le livre permet d'en comprendre la raison. Un État est indépendant s'il dispose d'une économie qui fonctionne et rayonne. Rompant avec le primat du politique, le ministre considère que la politique étrangère est largement devenue la traduction de la réussite économique d'un État.

Écrit sans langue de bois excessive, ce témoignage illustre les convictions d'un politique français à la fois moderne dans sa découverte de la diplomatie, et qui ne déroge pas à certaines représentations françaises récurrentes, notamment à l'égard de la puissance américaine.

Christian Lequesne

HISTOIRE

VIOLENCES DE GUERRE, VIOLENCES DE MASSE. UNE APPROCHE ARCHÉOLOGIQUE

Jean Guilaine et Jacques Sémelin (dir.)
Paris, La Découverte/Inrap, 2016,
400 pages

Cet ouvrage regroupe 22 communications au colloque international «Archéologie de la violence. Violence de guerre, violence de masse» organisé par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) et le musée du Louvre-Lens en 2014, et éclaire les enjeux d'un renouvellement de la discipline archéologique. En fouillant vestiges et ossements, en reconstituant des scènes de mort, elle «dénonce les maquillages, les outrances et les perversions» de l'histoire contemporaine.

La première partie montre comment l'archéologie permet d'affirmer que la violence n'est pas inhérente à la condition humaine. L'impossibilité (jusqu'ici) de trouver un site où les corps porteraient des traces de violence volontaire et communautaire avant 12 000 av. J.-C. (avec le Site 117 des bords du Nil) semble bien prouver que la guerre *apparaît* au pré-néolithique, avec une mutation des conditions démographiques, climatiques et techniques. L'étude de fosses communes antiques comme Tell Brak (4 000 av. J.-C.) ou Himère (v^e siècle av. J.-C.) montre quelles sont les pratiques de guerre par l'état des corps (décapitations, blessures, inhumation) et les armes laissées sur le terrain.

La deuxième partie questionne la méthodologie. Qu'est-ce qu'une «zone de combat»? Que fait-on quand on exhume la tombe d'un personnage célèbre comme Richard III, et comment utiliser les sources textuelles? Enfin, comment l'archéologie transforme-t-elle ses outils forgés par l'étude de civilisations antiques pour l'étude des «guerres totales» contemporaines?

Le troisième chapitre parle de l'histoire moderne comme de «l'avènement de la guerre totale» comme si les violences européennes d'États en formation n'avaient été que des prémices aux meurtres de masse du xx^e siècle. L'étude de plusieurs villages abandonnés en Bohême durant la guerre de Trente Ans montre que c'est en multipliant les sites que le travail archéologique peut se faire. Sur un terrain de violences, la première mission de l'archéologie est de compter et de nommer les morts, pour réviser parfois les données retenues par les sources (camps de concentration en Afrique du Sud, 1899-1902).

Trois chapitres sont dédiés à la Première Guerre mondiale. L'approche « au ras du sol » de l'archéologie a permis une réévaluation complète du conflit, par la quantité de corps et d'armes retrouvés. En travaillant avec les autorités du patrimoine pour rendre accessibles les sites de combats, l'archéologie propose une démocratisation. Et l'enjeu de l'identification est évidemment crucial, avec les aléas de ce que les tests génétiques peuvent révéler.

Après un chapitre sur la guerre d'Espagne et un autre sur les bourreaux ordinaires, la dernière partie du recueil se concentre sur les génocides. Les fouilles de Treblinka ont permis de révéler l'organisation du camp, notamment le lieu des chambres à gaz, et d'inhumer les restes humains découverts. En Bosnie, où les victimes ont systématiquement été déterrées et dispersées dans des fosses secondaires et tertiaires par les génocidaires pour masquer leurs exactions, le travail des archéologues a permis d'identifier de nombreux corps. Indispensable pour l'étude des violences contemporaines, l'archéologie joue donc un tout nouveau rôle, qui va bien au-delà de son dialogue avec la discipline historique. « Contribuer à la réhumanisation des morts » est une tâche sociale, éthique et politique.

Yaël Hirsch

LE DJIHAD CONTRE LE RÊVE D'ALEXANDRE. EN AFGHANISTAN, DE 330 AV. J.-C. À 2016

Jean-Pierre Perrin

Paris, Seuil, 2017, 304 pages

Qu'il soit Proche, Moyen, ou Extrême, l'Orient a toujours fasciné la civilisation occidentale. Si l'on peut encore

comprendre pourquoi le « Levant » et la rive orientale de la Méditerranée nous touchent tant – berceau de nos cultures, religions et identités –, on oublie souvent que le rêve d'un homme venu d'Europe fut d'étendre principes et rêves de notre civilisation jusqu'aux confins de l'Asie centrale et extrême-orientale. La terre d'Afghanistan fut le grand rêve d'Alexandre le Grand.

Comme le disait Nicolas Bouvier, ce rêve « si beau, perspicace, intemporel, généreux », n'a eu de cesse de trotter dans notre inconscient depuis la défaite d'Alexandre. C'est en effet là que son rêve s'est fini, avec son Empire. De la Grèce aux steppes d'Asie centrale, ce monde n'était qu'un. Aujourd'hui, il s'est fissuré en plusieurs blocs, en plusieurs micro-mondes.

Les conflits qui bouleversent la région du Moyen-Orient à l'Afghanistan nous semblent lointains jusqu'à ce que des bombes viennent frapper nos villes. Une vie là-bas n'est pas une vie ici. Et pourtant. Cette importation des tensions venues de si loin prouve aussi que nous sommes une part de cette identité et que le rêve d'Alexandre, devenu cauchemar notamment en Afghanistan depuis environ quatre décennies malgré quelques périodes de calme, revient nous hanter. L'arc de feu qui part de Damas jusqu'à Kaboul, en passant par l'Irak, dessine une des régions les plus dangereuses et les plus en guerre du monde aujourd'hui.

Jean-Pierre Perrin, longtemps journaliste à *Libération*, écrivain-voyageur, romancier, souhaitait revenir sur les lieux géo-poétiques de cette géopolitique du chaos régional. C'est ainsi fait pour un pays qu'il connaît particulièrement bien : en promenant

le lecteur dans l'histoire du pays, sa culture, sa politique, il nous fait revivre le Gandhara, cette terre où prospéra l'extraordinaire et tolérante civilisation née de la rencontre entre la Grèce et l'Orient, et il s'interroge sur les raisons qui ont transformé cette terre fertile en terre brûlée, lit du djihadisme contemporain. On trouve dans ce livre complots, invasions, services secrets, armées, concentrés sur un territoire désert, hostile et qui n'a de cesse de nous intriguer. Un pays escarpé qui perd nos armées conventionnelles impuissantes dans des montagnes qui n'ont guère changé depuis Alexandre.

L'auteur interroge dans ce récit passionnant nos propres motivations à vouloir intervenir en terre inconnue, au nom de principes européens qui ont aussi fait les beaux jours d'une terre désormais en proie à l'enfer. Et comme un signe, cette terre résiste et reste insaisissable.

Comme le dit l'auteur, Iskander Kebir, comme on l'appelle là-bas, est encore présent partout. Mais qui sont ceux qui finalement s'en souviennent ? « L'Afghanistan est un pays de conquérants fantômes, de régiments errants, de bataillons disparus, de fugitifs aussi, certains rattrapés, tués, d'autres qui courent encore. » Comme si l'Occident et l'Orient s'affrontaient ici, sur de nombreux différends, pour leurs survies respectives, en ayant encore en tête les théories géopolitiques réalistes du XIX^e siècle, qui expliquent que qui contrôle le cœur de la terre, le *heartland*, contrôle le monde. Alexandre l'avait déjà compris, en bon disciple d'Aristote qui lui avait assuré que, « depuis le toit de l'Hindu Kush, on pouvait découvrir le reste du monde ».

Sébastien Boussois

UNE LIGNE DANS LE SABLE. LE CONFLIT FRANCO-BRITANNIQUE QUI FAÇONNA LE MOYEN-ORIENT

James Barr

Paris, Perrin, 2017, 512 pages

Le titre évoque la « ligne dans le sable » qui va d'Acre à Kirkouk, telle que définie dans les accords Sykes-Picot. Le véritable sujet de l'ouvrage est précisé par le sous-titre : « Le conflit franco-britannique qui façonna le Moyen-Orient. » Voici en effet une fresque sans complaisance de l'affrontement qui opposa la Grande-Bretagne à la France entre 1915 et 1949 dans cette région sensible. Comme ne craint pas de l'affirmer l'auteur, cette hostilité aurait « alimenté le conflit arabo-israélien actuel », la Grande-Bretagne nourrissant le terrorisme arabe contre la France quand celle-ci soutenait les « terroristes sionistes ». Si cette thèse est contestable, la rivalité entre deux pays en principe amis a été particulièrement rude. L'auteur en détaille avec soin et une objectivité froide les péripéties souvent sanglantes, soulignant les incohérences des politiques de Paris et de Londres, et les coups bas assésés de part et d'autre.

Dès le début de la période du « dépeçage » (1915-1919), les crispations sont évidentes entre les deux pays pourtant alliés. Du côté britannique, de fortes tensions existent entre différents courants, l'un privilégiant « l'entente cordiale », l'autre nettement francophobe, représenté par Churchill à la tête du Colonial Office, et Thomas E. Lawrence. Dans une lettre à sa famille de février 1915, ce dernier ne cache pas son hostilité : « Concernant la Syrie, l'ennemi c'est la France et non la Turquie. » À toutes les étapes du démantèlement, les intérêts s'affrontent, la Grande-Bretagne

étant plutôt en position de force avec une armée de 300 000 hommes sur le terrain, contre 30 000 pour la France. En définitive, Lloyd George, de mauvaise grâce, lâchera Fayçal «le roi de Damas» qui devra renoncer à la Syrie.

Dans l'entre-deux-guerres, l'affrontement perdure. Du côté de Londres, on encourage ouvertement le nationalisme arabe contre la politique répressive des hauts-commissaires français. Allant plus loin, la Grande-Bretagne est accusée de fournir des armes aux Druzes lors de la révolte de 1925 et de donner refuge à des terroristes arabes, notamment à Ahmed Merawed, l'auteur de l'embuscade qui a failli coûter la vie au général Gouraud. De son côté, la France accueille à Beyrouth les auteurs d'attentats contre des officiels britanniques, et même Amin Al-Husseini, grand mufti de Jérusalem responsable des graves troubles qui secouent la Palestine en 1936. La France est, à son tour, accusée de donner refuge aux terroristes arabes. Les mêmes affrontements perdurent entre 1940 et 1945. Edward Spears, chef de la mission britannique en Syrie, joue ouvertement l'élimination de la présence française. Révoqué par Churchill à la demande du général de Gaulle, son action de sape est poursuivie par Walter Sterling, nommé en juin 1944 officier de liaison auprès du président syrien Choukri Al-Kouatli. Mais l'auteur assure que la France a joué aussi un rôle important en soutien aux groupes terroristes juifs. Le colonel Alessandri, chef des services de renseignement français au Levant, aurait ainsi fourni argent et armes aux groupes Stern et à l'Irgoun, qui auraient utilisé Paris comme base arrière.

L'ouvrage fort documenté laisse une impression de malaise. La rivalité entre la Grande-Bretagne et la France au Moyen-Orient était certes connue.

Mais ce livre montre la violence de l'affrontement, à un moment – les deux guerres mondiales – où la solidarité aurait dû prévaloir sur les désaccords.

Denis Bauchard

YITZHAK RABIN: SOLDIER, LEADER, STATESMAN

Itamar Rabinovich

New Haven, Yale University Press, 2017, 376 pages

Yitzhak Rabin n'était pas un personnage charismatique comme David Ben Gourion ou Menahem Begin. Il ne fut pas moins un visionnaire qui comprit dès 1992 qu'Israël ne pouvait pas continuer à dominer indéfiniment un autre peuple sans perdre son caractère démocratique. Il surprit : rien ne le prédestinait à prendre cette voie, lui le Sabra coriace, le vainqueur de la guerre des Six Jours, l'implacable ministre de la Défense qui réprima durement l'*intifada* de 1987. Il ouvrit courageusement une ère nouvelle pour son pays et le paya de sa vie, assassiné par un colon extrémiste le 4 novembre 1995.

À cet homme au destin peu ordinaire Itamar Rabinovich consacre une biographie tout en finesse et bien documentée. Et pour cause. Il fut proche de Rabin qui le nomma, en 1993, ambassadeur d'Israël à Washington et chef négociateur avec la Syrie d'Hafez Al-Assad. Rabinovich retrace le parcours de Rabin depuis sa naissance à Jérusalem en 1922 et son engagement dans la Haganah pendant la guerre d'indépendance, où il fut nommé à 26 ans chef de brigade. Cet officier timide accéda au poste de chef d'état-major en 1963, non

sans difficultés d'ailleurs, ses rapports avec Ben Gourion et Golda Meir n'étant pas excellents. Les succès militaires remportés en juin 1967 lui valurent une immense estime des Israéliens. Il obtiendra le poste d'ambassadeur à Washington.

La démission de Golda Meir en 1974 le propulsa à la tête du gouvernement. Mais le bilan de cette première expérience de Premier ministre ne fut pas brillant. Il peina à s'imposer dans l'opinion et dans son parti. Rabinovich montre notamment son indécision face à la montée en puissance des colons religieux, qu'il exérait pourtant. Les jeux de coalition politiques le placèrent à la tête du ministère de la Défense, où il officia plusieurs années, construisant sa réputation de « Monsieur sécurité ».

Le chapitre consacré aux accords d'Oslo, sans doute le plus important, révèle un Rabin « ambivalent par nature » et toujours méfiant à l'égard de Shimon Peres, son vieux rival. Un fait intéressant est rapporté : à l'origine, les accords intérimaires devaient être signés à la Maison-Blanche par les ministres des Affaires étrangères, et c'est notamment pour éviter que son rival ne récolte seul les lauriers de cette « percée » que Rabin décida de s'y rendre, au grand dam de Peres qui pensa un moment annuler sa participation à la cérémonie.

Itamar Rabinovich analyse en épilogue les séquelles de la mort violente de Rabin. Le Likoud, son chef Benyamin Netanyahou en tête, n'aura de cesse de minimiser son œuvre et de lui faire porter la responsabilité de l'attaque de l'*Altalena*, ce bateau qui en 1948 transportait des armes pour l'Irgoun. Ben Gourion avait ordonné de le couler pour éviter un phénomène de milices échappant au contrôle du pouvoir

politique. L'unité chargée de cette tâche n'était autre que celle d'un jeune capitaine du nom de Rabin.

L'auteur tient à souligner, en conclusion, que Rabin n'était pas un « leader colombe », que son souci majeur était celui de la sécurité d'Israël, un objectif qui ne pouvait toutefois être atteint que par la paix. Certes, mais les grands « leaders colombes » de la gauche sioniste (comme Aryeh Eliav, Matti Peled, Uri Avnery, et bien d'autres) militaient depuis 1967 dans le même esprit. Paradoxalement c'est lui, et nul autre, que le camp de la paix a choisi comme icône.

Samy Cohen

ÉCONOMIE

LA GRANDE ÉVASION. SANTÉ, RICHESSE ET ORIGINE DES INÉGALITÉS

Angus Deaton

Paris, PUF, 2016, 384 pages

Le prix Nobel d'Économie 2015 présente ce qu'il appelle la « grande évasion », c'est-à-dire la sortie de la pauvreté d'une partie de l'humanité. Bien que son point de vue soit résumé dès la première phrase de l'introduction – « la vie est aujourd'hui meilleure qu'à aucune autre époque de l'histoire » –, il s'attache à démontrer tout au long de son ouvrage que les conditions du développement économique sont plus complexes qu'il n'y paraît.

Dans le premier chapitre, l'auteur défend l'idée que la croissance économique et le progrès social vont historiquement de pair. La Chine en constitue la meilleure illustration.

Cependant, le PIB par habitant n'est pas systématiquement corrélé au bien-être. Par exemple, des pays comme le Chili, le Vietnam et le Costa Rica ont une espérance de vie élevée compte tenu de leur PIB par habitant. On constate l'inverse pour la Russie et l'Afrique australe.

Les chapitres 2 à 4 rappellent comment nos sociétés sont parvenues à réduire la mortalité et allonger l'espérance de vie. À partir du XVIII^e siècle, trois facteurs fondamentaux se dégagent : les avancées de la médecine, la variolisation et la quête du bonheur. Au cours du siècle suivant, ce sont l'hygiène, le triomphe de la théorie microbienne et une meilleure alimentation qui font reculer la mort. Depuis 1900, ce sont les États aux politiques de santé publique très ambitieuses qui ont amélioré le plus nettement la qualité de vie de leurs citoyens. Les défis que doivent relever nations industrialisées et en voie de développement sont pourtant différents. Les premières s'efforcent de combattre les maladies cardiaques, les AVC et le cancer des adultes tandis que les dernières luttent encore contre la mortalité infantile.

Les chapitres 5 et 6 abordent la question des inégalités. L'utilisation du fameux « seuil de pauvreté » est jugée excessive car il est un instrument de mesure trop uniforme et subjectif. Il a pourtant le mérite de montrer que l'Afrique subsaharienne est le seul sous-continent à avoir subi un quasi-doublement de la pauvreté entre 1981 et 2008. Angus Deaton insiste en fait sur le rôle fondamental des institutions pour assurer l'essor des pays africains et sud-asiatiques.

Dans le septième et dernier chapitre, l'auteur se livre à une critique en règle des aides au développement.

Manquant de transparence, destinées prioritairement aux gouvernements pro-occidentaux et finissant trop souvent dans les poches de dirigeants politiques corrompus, ces aides sont jugées contre-productives. À supposer qu'elles atteignent en partie leur objectif, elles demeurent dérisoires au regard des fluctuations des prix des matières premières, sources principales de revenus des pays les moins avancés. Angus Deaton n'hésite d'ailleurs pas à établir un lien de causalité entre les flux financiers reçus par l'Afrique et son sous-développement chronique. Que propose-t-il alors ? De consacrer les fonds en question à la recherche scientifique, à l'élimination des restrictions commerciales pratiquées par les États riches et à l'ouverture des frontières. Ces initiatives profiteraient indirectement mais essentiellement aux populations des régions à bas revenus et « court-circuiteraient » leurs gouvernants.

Norbert Gaillard

DES CAPITALISMES NON ALIGNÉS. LES PAYS ÉMERGENTS, OU LA NOUVELLE RELATION INDUSTRIELLE DU MONDE

Joël Ruet

Paris, Éditions Raison d'agir, 2016,
224 pages

Afin de mieux rejeter en bloc les idées périmées qui font de la Chine l'« atelier du monde » et de l'Inde le « bureau du monde », l'auteur avance plusieurs thèses séduisantes. La principale est que l'émergence accélère la globalisation. Les États émergents ont appris à innover non pas en proposant simplement de meilleurs produits mais en engageant des processus d'« hybridation

créative» par lesquels la conception, la production et la distribution sont repensées dans le cadre de la globalisation. Du coup, les flux d'investissements, les exportations et les importations sont de plus en plus complexes et segmentés. Dans le même temps, le Nord et le Sud ont perdu de leur homogénéité économique. Cette «nouvelle» mondialisation aboutit à des situations impensables il y a encore deux décennies. Par exemple, c'est l'Indien Tata qui permet à l'Italien Fiat de développer sa propre voiture *low cost* grâce aux transferts technologiques obtenus de PME européennes. Ce sont aussi des cadres dirigeants occidentaux qui admettent ne pas savoir quels seront leurs concurrents à moyen terme.

Joël Ruet insiste également sur la spécificité de l'émergence dans chaque État anciennement en voie de développement. Il se refuse à parler de «BRIC» (Brésil, Russie, Inde, Chine) et considère comme inopérant le concept de «capitalisme d'État». On ne peut que lui donner raison quand on connaît l'histoire économique des divers États émergents. Le modèle chinois est un «socialisme de marché» piloté par le Parti communiste et la Sasac (State-owned Assets Supervision and Administration Commission). Fin 2013, cette dernière contrôlait 113 entreprises dont les actifs représentaient 35 000 milliards de yuans. Au Brésil, l'État a posé les bases d'une industrialisation dès les années 1930 en lançant une politique de substitution aux importations. Par la suite, le pays est monté en gamme et a (sur-)exploité son potentiel agricole. Quant à l'Inde, elle surmonte un décollage tardif par des formes d'innovation très audacieuses.

Une troisième série d'arguments montre les multiples dynamiques d'investis-

sement Sud-Sud. Le chinois Baosteel est associé au géant minier brésilien Vale. Les entreprises marocaines accroissent leur implantation en Afrique subsaharienne et deviennent de véritables sociétés multinationales. Les sommets Inde-Afrique et Chine-Afrique sont désormais des rendez-vous incontournables, tant pour les entrepreneurs que pour les diplomates.

Quoique passionnant, l'ouvrage de Joël Ruet n'est pas dénué de défauts. Le style parfois ampoulé est gênant. Sur le fond, l'analyse présente trois limites. Elle tend à caricaturer les travaux portant sur l'«ancienne» mondialisation sans jamais les citer. Or, il y a longtemps que les économistes ont abandonné aussi bien la théorie du rattrapage de Rostow que la croyance en une division internationale du travail. Ensuite, l'auteur néglige le rôle de la finance domestique dans le succès des États émergents. Enfin, même si l'on partage sa vision relativement optimiste, on s'étonne que les problèmes de gouvernance soient complètement éludés.

Norbert Gaillard

SÉCURITÉ/STRATÉGIE/TERRORISME

LA RUSE ET LA FORCE. UNE AUTRE HISTOIRE DE LA STRATÉGIE

Jean-Vincent Holeindre
Paris, Perrin, 2017, 528 pages

Avec cet ouvrage, Jean-Vincent Holeindre, professeur de science politique à l'université de Poitiers et directeur scientifique de l'Institut de recherche stratégique de l'école

militaire (IRSEM), cherche à en finir avec le « modèle occidental de la guerre ». Ce dernier serait marqué davantage par la force que par la ruse qui, elle, serait inefficace et illégitime. Le pari de l'auteur est réussi avec brio. Au travers d'une « histoire dialectique et généalogique », il montre bien que la ruse n'est pas le parent pauvre de la stratégie, et qu'elle est tout à fait compatible avec la force. L'auteur aboutit ainsi à une intéressante définition de la stratégie comme « l'art de dompter la violence armée par les moyens de l'intelligence pour en faire une force maîtrisée et efficace, capable d'emporter la victoire ».

Une première partie du livre est consacrée à la formation de la stratégie dans le contexte antique. L'auteur y propose sa lecture de *Illiade* et *Odyssée*, et montre notamment que dans la première, souvent vue comme le poème de la force, la ruse n'est pas absente. L'auteur reprend à plusieurs reprises la distinction symbolique entre Achille, héros de la force qui est un soldat, et Ulysse, héros de la ruse qui est un stratège. Jean-Vincent Holeindre considère que la guerre du Péloponnèse constitue un tournant, puisque les Grecs y ont appris à mener une « autre » guerre, différente des tactiques hoplitiques, et prenant davantage en compte la surprise. La ruse s'impose alors comme un appui indispensable. Plus tard, les Romains n'ont cessé de dénoncer la ruse sur les plans moral et juridique mais n'hésitent pas à l'employer sur le plan stratégique. Ils tirent surtout d'importantes leçons au contact de leurs ennemis, ce qui les pousse à renforcer le rôle qu'ils prêtent au renseignement et à l'usage de stratagèmes.

La deuxième partie traite de la « modernité stratégique ». L'auteur y aborde notamment la question de la

ruse chez Machiavel et Clausewitz, mais il convoque d'abord trois figures essentielles de la guerre qui émergent entre le Moyen Âge et le début de la Renaissance. Le chevalier, pour qui la ruse compte – on pense par exemple à Bertrand du Guesclin – mais n'est plus envisageable une fois la bataille engagée. L'ingénieur militaire, qui devient un « maître des stratagèmes » dans le cadre de la guerre de siège. Enfin, le « soldat de l'humanisme » voit la ruse fortement valorisée, tant pour dominer le combat que pour épargner des vies.

La troisième partie rend compte du « devenir de la ruse ». L'auteur revient sur les grandes opérations d'intoxication de la Seconde Guerre mondiale, et sur la guerre dans le désert où, avec Allenby, la ruse n'est plus seulement le résultat de l'imagination du stratège mais le fruit d'un plan conçu par les états-majors. L'ultime chapitre de l'ouvrage est consacré au terrorisme et à ce que l'auteur appelle la « stratégie du poulpe » : animal capable de tout enserrer, très difficile à saisir et se régénérant lorsqu'une de ses tentacules est sectionnée.

Jean-Vincent Holeindre nous offre ici une réflexion passionnante, aidée d'un style clair. Il démontre parfaitement que « la ruse sans la force est impuissante et que la force sans la ruse est aveugle ».

Rémy Hémez

WEAPON OF CHOICE: SMALL ARMS AND THE CULTURE OF MILITARY INNOVATION

Matthew Ford

Londres, Hurst, 2017, 240 pages

Dans *Weapon of Choice*, Matthew Ford, *Senior Lecturer* en relations

internationales à l'université du Sussex, démontre l'influence des processus sociaux dans les choix technologiques d'équipements militaires. Il le fait en observant un cas généralement éludé par les spécialistes de la question : celui des armes individuelles du fantassin au Royaume-Uni et aux États-Unis, du début du xx^e siècle à aujourd'hui.

Après un premier chapitre consacré à une présentation problématisée des principales recherches sur l'innovation militaire, le propos de Matthew Ford s'articule autour de quatre parties analysant les groupes qui influencent les choix technologiques militaires : hommes de terrain, scientifiques, ingénieurs et bureaucrates.

Pour le militaire, la conception d'un fusil résulte d'une tentative d'équilibre entre trois facteurs : puissance de feu, précision et pouvoir d'arrêt. Les Américains et les Britanniques privilégient les deux derniers jusqu'après la Seconde Guerre mondiale. Les ingénieurs chargés de définir les caractéristiques d'une arme efficace sur le champ de bataille font la plupart du temps face à des demandes contradictoires émanant du terrain. Elles suscitent une certaine frustration, très bien décrite par l'auteur. Les scientifiques, engagés dans des recherches autour de ce que l'auteur appelle « la science de tuer », sont pris dans des débats sans fin. Matthew Ford présente à cette occasion des études étonnantes et méconnues visant à mesurer la capacité à tuer d'une munition. Enfin, la bureaucratie est analysée comme un autre champ de bataille. Ses membres introduisent des données distinctes dans l'équation du choix technologique, comme l'intérêt national.

Dans un chapitre ultérieur consacré à l'adoption de la mitrailleuse légère *Minimi* dans l'armée britannique, l'auteur fait un développement judicieux et peu mis en avant dans la littérature spécialisée : il insiste sur l'importance de l'armement détenu pour l'estime de soi des soldats mais aussi pour leur statut vis-à-vis des autres militaires. Cet aspect prend d'autant plus d'importance dans une armée professionnelle. Matthew Ford explique aussi de façon très convaincante comment les forces spéciales et les unités d'élite sont des « prescripteurs de mode » influençant les autres régiments. À ce titre, ces unités sont tout particulièrement ciblées par les industries d'armement.

Ainsi, l'auteur rappelle à raison que les conditions socioculturelles et les valeurs influencent les choix technologiques militaires. Ce livre est particulièrement pertinent car il offre un angle d'analyse original sur des sujets déjà abondamment traités, comme l'innovation militaire ou le rôle du complexe militaro-industriel. La grille d'analyse de Ford serait certainement très intéressante à appliquer sur la sélection par la France du *HK-416* pour remplacer ses *FAMAS*.

Rémy Hémez

**WAGING INSURGENT WARFARE:
LESSONS FROM THE VIETCONG
TO THE ISLAMIC STATE**

Seth G. Jones
Oxford, Oxford University Press,
2017, 352 pages

Seth G. Jones est directeur de l'International Security and Policy Center

de la Rand, professeur à l'université Johns Hopkins et auteur du remarquable *In the Graveyard of Empires: America's War in Afghanistan* (2009). Il offre dans son dernier ouvrage un intéressant panorama de la guerre insurrectionnelle. Ce livre se veut un manuel aidant à la compréhension des conflits asymétriques, un pont entre une démarche académique et une approche de terrain, et un complément à des études qui se focaliseraient trop souvent sur la contre-insurrection plutôt que sur l'insurrection. L'auteur définit l'insurrection comme « une campagne politique et militaire d'un groupe (ou de groupes) non étatique(s) pour renverser un régime ou pour faire sécession ».

L'approche quantitative est largement utilisée par Seth G. Jones. Il s'appuie sur une base de données de 181 guerres insurrectionnelles qui se sont déroulées entre 1946 et 2015. Pour chaque insurrection, une centaine de facteurs sont pris en compte tels que l'issue de la guerre, le nombre de partisans, les buts de l'insurrection, le type d'organisation, etc. L'auteur arrive à des résultats qui suscitent la réflexion. Par exemple : une insurrection dure en moyenne 12 ans ; elle se termine dans 36 % des cas par une victoire des forces gouvernementales, à 35 % par celle des insurgés et à 29 % par un « nul ». Ce qui signifie que dans 71 % des cas, ce n'est pas un accord de paix mais bien les armes qui décident du sort d'une insurrection. La liste des cas étudiés est reproduite à la fin du livre avec quelques informations qui peuvent laisser le lecteur sur sa faim. Il est dommage que la totalité de la base de données ne soit pas disponible en ligne pour mieux comprendre certains résultats et permettre d'autres recherches.

Jones passe en revue six thèmes clés pour l'analyse des insurrections. Le premier concerne leurs débuts et permet d'étudier les facteurs permettant leur développement ou leur échec. Le deuxième thème est celui des stratégies mises en œuvre. Trois approches sont distinguées : guérilla, guerre conventionnelle et stratégie punitive. Vient ensuite l'étude des tactiques : embuscades, raids, assassinats ciblés, subversion, etc. L'auteur souligne le fait que, pour le moment, aucun mouvement utilisant les attaques-suicides n'est parvenu à renverser un gouvernement. Cela serait notamment dû au fait que ce genre d'attaques entraînerait une perte de soutien populaire. Le quatrième sujet est celui des structures organisationnelles. Les avantages et inconvénients de la centralisation ou de la décentralisation sont mis en avant. Le cinquième thème renvoie à la propagande et aux opérations d'information. Enfin, l'issue des insurrections est étudiée. Le soutien direct au combat d'un État extérieur est essentiel pour obtenir la victoire. En revanche, étonnamment, avoir une zone refuge n'augmenterait pas les chances de succès. Dans la dernière partie de son livre, l'auteur tire de ses recherches des conclusions intéressantes quant aux opérations de contre-insurrection.

Dans un style très clair et faisant preuve d'un vrai talent analytique, Seth G. Jones offre ainsi un outil précieux pour tous ceux qui s'intéressent aux insurrections, que ce soit du point de vue de l'historien militaire, de l'analyste des conflits contemporains ou du praticien.

Rémy Hémez

LA FRACTURE

Gilles Kepel

Paris, Gallimard/France Culture,
2016, 288 pages

Après le succès de son *Terreur dans l'Hexagone* (2015) et bien d'autres travaux de référence, Gilles Kepel publie en les retravaillant (augmentées d'un prologue et d'un épilogue inédits) ses chroniques pour France Culture, qui accompagnèrent une actualité tragique marquée par de nombreux attentats, de septembre 2015 à juillet 2016, de la tuerie de *Charlie Hebdo* jusqu'à l'assassinat du père Hamel à Saint-Étienne-du-Rouvray, en passant par Nice. Plus qu'un nouveau livre sur l'islamisme, c'est là une réflexion de sociologie des relations internationales qui nous est offerte. D'autres voient dans les attentats récents soit l'effet boomerang d'une politique étrangère française colonialiste – et donc coupable –, soit le maquillage religieux superficiel d'une délinquance classique.

Gilles Kepel insiste sur l'interdépendance, la rencontre et la collusion tout à fait singulières entre un terrain politico-social et une entreprise djihadiste internationale, et principalement moyen-orientale, déjà ancienne, avec ses stratégies, ses doctrines, ses méthodes assumées. Molenbeek ne se comprend pas sans un détour par Raqqa, ni les attentats de Nice sans la compréhension dans le texte du théoricien islamiste Abu Musab Al-Suri. La diagonale qui va des prisons et banlieues françaises jusqu'aux camps d'entraînement mésopotamiens ou autres, est centrale. Le djihadisme de troisième génération laisse ses acteurs micro-sociaux planifier eux-mêmes leurs actions – quitte à subir quelques contretemps par amateurisme –, mais parce que cette méthode gangrène la

société, elle sème le doute, la division. Cette entreprise fait dans l'Hexagone la rencontre explosive de son contraire : celle de l'enfermement et de la xénophobie nationalistes et populistes. Les deux pôles se nourrissent mutuellement.

Mais c'est également depuis Istanbul, Rabat, Moscou, Genève, Orlando, le Golfe ou Téhéran, où l'auteur s'est rendu, qu'il faut embrasser ce phénomène. Un phénomène qui menace aujourd'hui de façon parfaitement voulue l'équation sociétale française. Dans sa démonstration, Gilles Kepel, a ses coups de gueule récurrents. Contre une caste de politiciens « principalement intéressée à la perpétuation de ses privilèges », « sourds et aveugles » dans leur « mépris de l'Université », « ils ne liront pas ce livre, comme ils n'en lisent aucun autre ». Contre des institutions académiques, aussi, qui ferment les programmes consacrés à l'étude du phénomène (l'auteur est revenu souvent sur le cas de Sciences Po), ou l'explorent sur le seul mode de la culpabilité, à travers les concepts réducteurs ou stigmatisants, de radicalité ou d'islamophobie.

Vladimir Poutine, les réfugiés syriens, le Premier ministre français, les trajectoires personnelles, depuis l'enfance, des auteurs d'attentats, les plans des stratégies de l'entreprise de violence qui tirent les ficelles, les réseaux sociaux, l'intégration à la française et sa jeunesse perdue, les failles belges, le terrain grec, la déchéance de nationalité, Tariq Ramadan et la Mésopotamie, se croisent sans relâche dans cette fresque qui assume sa propre complexité pour s'attaquer aux formules auto-légitimantes. Les propos de Gilles Kepel passent rarement inaperçus. Sa *Passion*

arabe (2013) de longue date empêche de le taxer sérieusement d'islamophobie. Mais son goût de la controverse en sciences sociales reste intact.

Frédéric Charillon

MOLENBEEK-SUR-DJIHAD

Christophe Lamfalussy
et Jean-Pierre Martin

Paris, Grasset, 2017, 304 pages

Les attentats de Paris, le 13 novembre 2015, et ceux de Bruxelles, le 22 mars 2016, ont poussé Christophe Lamfalussy et Jean-Pierre Martin – journalistes à la *Libre Belgique* et à *RTL Belgique* – à enquêter sur Molenbeek. C'est dans cette commune située au cœur de la capitale belge que vivaient plusieurs terroristes, et qu'a été arrêté Salah Abdeslam après quatre mois de cavale.

Molenbeek a connu une croissance démographique importante depuis le début des années 1980, sa population passant de 67 000 à 95 000 habitants. Plus de la moitié d'entre eux est originaire du Maroc, en particulier du Rif – région connue notamment pour sa production de haschisch. Le taux de chômage de la commune dépasse les 40 % et atteint même 52 % pour les moins de 25 ans. Selon les auteurs, Molenbeek aurait été délaissée par les pouvoirs publics, et le contrôle social délégué aux imams. Les responsables politiques belges avaient une profonde méconnaissance de l'islam et ont laissé se développer les courants les plus radicaux. Salafistes et Frères musulmans se sont ainsi profondément ancrés dans le paysage local. Molenbeek, dont le territoire couvre

6 km², compte 25 mosquées dont seules 4 sont reconnues par l'organe qui gère l'islam en Belgique.

La guerre en Syrie a eu un impact considérable sur la commune : 79 de ses habitants sont partis se battre au Moyen-Orient. La Belgique est un des pays occidentaux les plus touchés par le djihadisme : près de 550 ressortissants belges ont rejoint les rangs de Daech ou d'une autre organisation terroriste. Lamfalussy et Martin décrivent avec précision la scène djihadiste belge, structurée autour de trois pôles principaux : le réseau Zerkani – auquel appartenait notamment Abdelhamid Abaaoud –, Sharia4Belgium de Fouad Belkacem, et Le Resto du Tawhid de Jean-Louis Denis.

Ces trois pôles étaient connus des services de renseignement et de la police mais les forces de l'ordre ont été dépassées par l'ampleur du phénomène. Leurs moyens étaient largement insuffisants et n'ont cessé de décroître du fait de coupes budgétaires. La Sûreté de l'État a ainsi perdu 140 agents de 2008 à 2015, ce qui est considérable pour une agence qui en compte environ 600. Le service de renseignement de l'armée (le SGRS) a aussi subi d'importantes réductions budgétaires, tout comme la division antiterroriste de la police fédérale (DR3). Cette unité de 150 hommes – trop peu au regard de la menace – a abandonné la surveillance des frères Abdeslam au printemps 2015.

Les attentats de Paris et de Bruxelles ont constitué un électrochoc. Le gouvernement de Charles Michel a immédiatement annoncé de nouvelles mesures antiterroristes, comme la création d'un Conseil national de sécurité, le déploiement de militaires dans les

rues ou l'autorisation de conduire des perquisitions la nuit. Des failles béantes ont été comblées. Par exemple, il a fallu attendre l'été 2016 pour qu'une loi autorise la Sûreté de l'État à intercepter les communications téléphoniques et électroniques de ressortissants belges se trouvant à l'étranger. Les effectifs de la police et des services de renseignement ont été renforcés. À Molenbeek, 50 nouveaux policiers ont été déployés et un centre de prévention de la radicalisation a été ouvert. La Belgique est sortie douloureusement de sa torpeur, pour ne pas dire de son déni. Mais les Belges n'ont pas fini de panser leurs plaies.

Marc Hecker

ERREURS FATALES. COMMENT NOS PRÉSIDENTS ONT FAILLI FACE AU TERRORISME

Vincent Nouzille

Paris, Fayard, 2017, 384 pages

Cet ouvrage s'attache aux faiblesses de la lutte antiterroriste française depuis les années 1980. Le journaliste Vincent Nouzille se concentre sur le terrorisme puisant son origine dans les espaces musulmans, à l'origine des principales campagnes d'attentats perpétrés sur le sol français depuis 35 ans (1982-1986, 1995 et depuis 2015). L'auteur cherche à démontrer comment, par aveuglement, naïveté ou passivité, François Mitterrand, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande ont commis des erreurs qui contribuent à expliquer le climat d'insécurité qui règne actuellement en France. L'ouvrage dénonce l'absence de pilotage de la lutte antiterroriste, les failles du renseignement, le manque

de coordination entre les services, les déficiences du volet police-justice, les faux-pas diplomatiques, ainsi que l'indifférence des gouvernements à l'égard de la menace.

Vincent Nouzille déplore que, depuis plus de trois décennies, les services dédiés à la lutte antiterroriste manquent d'objectifs communs et de coordination. D'un côté, les services de renseignement voient leurs agences se multiplier plutôt que se réformer, ce qui limite le partage d'informations et favorise la compétition. De l'autre, le manque de directives communes laisse la justice, la police, les services de renseignement, l'armée et les diplomates opérer de manières indépendantes, et souvent contradictoires. La France mènerait en conséquence une politique antiterroriste ambiguë, qui décrédibiliserait à la fois ses institutions et sa position face à aux organisations terroristes. *Erreurs fatales* tend à démontrer que le pouvoir exécutif, pourtant conscient des failles du système, n'a jamais instauré une structure cohérente, susceptible de prévenir de futurs attentats.

L'auteur reproche aux chefs de l'État successifs d'avoir engorgé la machine judiciaire par l'accumulation de mesures répressives au lendemain des vagues d'attentats, sans jamais anticiper les évolutions possibles de la menace. De plus, les instances judiciaires ont été isolées du processus de lutte antiterroriste par la réduction de leurs moyens et effectifs, ainsi que par la conduite d'une politique étrange clandestine. L'auteur souligne le manque de contrôle judiciaire sur certaines mesures de sécurité, telles que les pratiques de surveillance ou les éliminations ciblées.

Enfin, Vincent Nouzille dénonce le déni et l'indifférence de l'exécutif face à la menace terroriste. Nos présidents auraient volontairement ignoré des rapports qui auraient permis d'anticiper les attentats. Il insiste surtout sur l'ignorance de la montée d'un djihadisme « made in France », qui aurait pu être limitée par des mesures de prévention de la radicalisation.

Erreurs fatales montre comment chaque président a privilégié la réaction sur la prévention, en répondant aux attentats par un durcissement de l'arsenal répressif sans que les mesures adoptées aient d'effet dissuasif. Vincent Nouzille peine pourtant à convaincre totalement. Son livre présente un dossier à charge, éclairant une accumulation d'erreurs constituant un enchaînement logique conduisant à la dégradation de la situation sécuritaire actuelle. Il omet de prendre en compte la complexité des facteurs de radicalisation, le caractère largement imprévisible des chocs géopolitiques qui ont touché le Moyen-Orient, et la nature évolutive du terrorisme.

Emma-Louise Blondes

NUMÉRIQUE

QUAND LE DIGITAL DÉFIE L'ÉTAT DE DROIT

Olivier Iteanu

Paris, Eyrolles, 2016, 192 pages

Olivier Iteanu dresse le constat sévère d'une capitulation de l'Union européenne devant les grands acteurs américains du numérique. Sujet comme constat ne sont d'apparence guère inédits : ces dernières années,

nombreux sont les auteurs et les praticiens français du numérique à avoir consacré des ouvrages aux dérives, pour l'Europe et la France, de la maîtrise sans partage du numérique par les États-Unis et de ses abus. Les travaux de Pierre Bellanger sur la « souveraineté numérique », de Tristan Nitot sur la surveillance généralisée, d'Éric Sadin sur l'omnipotence des géants du Net, ainsi que plusieurs rapports parlementaires, ont fait éclore une prise de conscience du caractère stratégique de l'économie numérique.

Le présent ouvrage ne sombre pas dans des débats trop juridiques. Olivier Iteanu démontre comment notre droit est déformé, peu à peu, sans que nous y prenions garde, par la technologie.

En quatre chapitres – explorant chacun la dissolution de nos notions juridiques au profit de concepts importés *via* la technologie (liberté d'expression face au *freedom of speech* ; vie privée contre *privacy* ; droits d'auteur et *copyright* ; loi contre *governance*) –, Olivier Iteanu dresse un constat « terrifiant ». Notre dépendance vis-à-vis des services de la Silicon Valley « ne serait pas problématique si elle ne privait pas les Européens d'un recours simple et efficace à leur système juridique », écrit-il. Or, selon lui, la dissolution progressive du droit se traduit par l'affaiblissement de l'État de droit lui-même : « En s'opposant à la loi ou en tentant de manière détournée de la faire évoluer dans le sens de ses intérêts, c'est le processus démocratique qui est bafoué » par les GAFA (Google-Apple-Facebook-Amazon).

C'est bien l'atteinte au processus démocratique que souligne l'auteur dans cette américanisation du droit appliqué à internet, et cette nouvelle

illustration du fait que la technologie n'est jamais neutre. Les encadrements ou les décisions de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ou des juridictions européennes, peinent à s'appliquer, alors que les conditions générales d'utilisation (CGU) des applications utilisées quotidiennement par des millions d'Européens renvoient dans leurs lignes minuscules aux tribunaux californiens.

Le chapitre sur la gouvernance de l'internet est peut-être le moins convaincant du livre. L'auteur critique logiquement l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) – certes cible facile de ce côté-ci de l'Atlantique –, mais il est regrettable que les Nations unies soient citées comme alternative crédible sans un minimum de distance critique.

Le lecteur venant de l'univers de la numérisation pourra reprocher à l'auteur une tonalité parfois trop « franco-française », même si Olivier Iteanu prend soin de ne jamais parler de « souveraineté numérique ». Rejetant l'approche défensive des partisans de ce concept, il avance que l'essentiel du problème se situe en Europe et non dans la Silicon Valley. À cet égard, l'auteur rappelle avec justesse que le *storytelling* de l'économie numérique a souvent un effet d'aveuglement auprès de nos responsables politiques. Et si la puissance publique entend réguler les géants de l'internet, c'est au prix de dilemmes de gouvernants qui souhaitent préserver l'emploi et la création de richesse. Au détriment de nos principes démocratiques.

Julien Nocetti

L'ART DE LA GUERRE À L'ÂGE DES RÉSEAUX

Joseph Henrotin

Londres, ISTE Éditions, 2017,
224 pages

Joseph Henrotin est chargé de recherches au Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux (CAPRI) et à l'Institut de stratégie et des conflits (ISC), et rédacteur en chef du magazine *Défense et Sécurité internationale* (DSI). Auteur de plusieurs ouvrages remarquables – dont *Technoguerilla et guerre hybride. Le pire des deux mondes* (2014) –, il nous livre dans ce dernier opus une synthèse très utile de ses nombreux travaux sur la technologie militaire et la guerre hybride, tout en les insérant dans une nouvelle perspective.

Les deux premiers chapitres sont consacrés à une analyse historique des révolutions militaires et à une épistémologie complète de la Révolution dans les affaires militaires (RMA, selon son acronyme anglais). Joseph Henrotin cherche ensuite à déterminer si la RMA constitue véritablement un changement de paradigme. Pour lui, elle a imposé une évolution des pratiques dans le domaine de la stratégie des moyens mais n'est pas totalement disruptive. La technologie a produit des effets au plan tactique, mais n'a pas eu de conséquences automatiques sur leur stratégie de mise en œuvre.

Joseph Henrotin passe ensuite en revue les impacts de la RMA sur les différents milieux. Les racines technologiques de la RMA se situent dans les espaces « fluides » (air, mer, espace), avec la mise en réseau de radars, de centres de commandement et de bases aériennes dès la fin des années 1930. La « fluidification » de l'espace aérien se poursuit ensuite avec l'entrée en

service d'aéronefs de détection avancée. Mais l'auteur souligne à raison que la perception de maîtrise de l'espace qui en découle est trompeuse, car elle ne peut inclure ni les intentions, ni le moral de l'adversaire. La fluidification du «solide» (le domaine terrestre) est encore plus complexe, étant donné l'opacité de ce milieu. Là aussi, la question de la détermination des intentions de l'adversaire est problématique.

Avoir des forces «réseau-centrées» a des conséquences sur notre façon de faire la guerre. Par exemple, leur usage a tendance à renforcer l'inclination pour un commandement par le plan, plus directif. Les réseaux donnent leur pleine mesure dans le domaine des frappes de précision. Mais l'auteur souligne un paradoxe : parce qu'un armement est considéré de haute précision il est vu comme moins létal pour les populations civiles, et donc toute perte collatérale est susceptible d'être critiquée.

Notre dépendance à l'égard des réseaux est bien comprise par nos adversaires, qui en font une cible prioritaire. Ces derniers cherchent par ailleurs à «créer un nouvel équilibre entre les apports d'une technologie et les contraintes qu'elle induit», en mettant en place des modèles hybrides associant quantité et surcroît de qualité. Selon l'auteur, c'est finalement là que se situerait la véritable RMA.

Joseph Henrofin nous offre ainsi une plongée passionnante au cœur des interactions entre la technologie et l'art de la guerre. Avec des arguments convaincants, il nous pousse à nous interroger sur l'efficacité de notre propre modèle d'armées et sur ses possibilités de survie à court terme. Une lecture indispensable à tous ceux qui s'intéressent à la guerre aujourd'hui et demain.

Rémy Hémez

ÉTATS-UNIS

THE TRAGEDY OF U.S. FOREIGN POLICY: HOW AMERICA'S CIVIL RELIGION BETRAYED THE NATIONAL INTEREST

Walter A. McDougall

New Haven, Yale University Press,
2016, 424 pages

Professeur d'histoire et de relations internationales à l'université de Pennsylvannie, Walter McDougall a reçu le prix Pulitzer en 1986 pour son «histoire-politique» de la conquête spatiale. Il propose ici une relecture de la politique étrangère américaine sous l'angle de ce qu'il nomme la «religion civile américaine» (RCA). Le concept de religion civile, venu de Rousseau, a été appliqué aux États-Unis par Robert Bell, dans un article de la revue *Daedalus* en 1967.

Walter McDougall reprend les éléments religieux mis en avant par tous les dirigeants américains depuis George Washington, pour voir comment ces fondements protestants ont influencé la diplomatie du pays. Il distingue plusieurs périodes auxquelles, pour renforcer son propos, il attribue des noms issus de la théologie chrétienne (l'église «civile» est successivement expectante, militante, agoniste et triomphante).

Avec Washington et ses successeurs immédiats tel John Quincy Adams, la religion civile américaine est «classique» : la naissance des États-Unis correspond à un projet divin. Responsables du succès de ce plan, les dirigeants américains doivent rester prudents en matière de politique étrangère, comme le recommandent le

discours d'adieu de Washington (1796), puis la doctrine Monroe (1823). Cette attitude se prolonge au lendemain de la guerre de Sécession. L'expansion vers l'Ouest est alors un autre facteur d'isolationnisme, constitutif d'une RCA «néo-classique». L'auteur s'oppose ici à Robert Kagan, qui avait tenté de démontrer l'implication internationale des jeunes États-Unis dans son ouvrage *Dangerous Nation* de 2006.

La RCA «progressiste» apparaît dans les années 1890. Les progressistes pensent désormais que les États-Unis ont un devoir moral et religieux d'exporter la démocratie américaine. Ils sont soutenus par les intérêts économiques, qui souhaitent protéger les exportations par une marine forte et des bases militaires à l'étranger. Le déclencheur, sous McKinley, est l'insurrection cubaine contre l'Espagne. Le pic en est la participation des États-Unis à la Première Guerre mondiale sous Wilson. Ce dernier ne parvient pas à faire voter le Sénat en faveur de la Société des Nations, ce qui inaugure une période de repli à partir des années 1920 et jusqu'en 1947 (Walter McDougall considère en effet que la participation des États-Unis à la Seconde Guerre mondiale s'est faite à contrecœur).

La guerre froide et la lutte contre le communisme athée voient l'apogée de la mission religieuse des États-Unis dans le monde, avec les présidents Truman, Eisenhower, Kennedy et Johnson. Seul Nixon, aidé de son conseiller réaliste Kissinger, tente de limiter les engagements extérieurs du pays. Il sera d'ailleurs évacué par les élites à la faveur du scandale du Watergate. Reagan est le plus grand président de cette période de RCA «néo-progressiste». Avec la chute de l'Union soviétique, on peut croire que la religion civile américaine va

désormais s'exporter dans le monde entier. Le 11 Septembre sonne le glas de cette espérance.

Comme on le devine au titre de l'ouvrage, McDougall est très critique de l'interventionnisme américain de l'après-guerre. Vétéran de la guerre du Vietnam, il adopte des positions plus réalistes. Son ouvrage, qui paraît alors que les États-Unis viennent d'élire un président partisan d'un repli nationaliste, prend le contre-pied d'analyses plus positives de l'exceptionnalisme américain, comme l'ouvrage de Walter R. Mead, *Special Providence*, paru en 2002.

Laurence Nardon

THE NEW MINORITY: WHITE WORKING CLASS POLITICS IN AN AGE OF IMMIGRATION AND INEQUALITY

Justin Gest

Oxford, Oxford University Press, 2016, 272 pages

L'élection de Donald Trump s'est forgée dans trois États à majorité blanche de la *Rust Belt* industrielle (Wisconsin, Michigan, Pennsylvanie) dont aucun n'avait voté pour un républicain après 1988. Ce basculement parmi les électeurs de la *working class* blanche a suffi. Dans ce contexte, et après le Brexit, le livre de Justin Gest sur l'identité politique de la *working class* blanche était attendu. Le jeune politiste fut d'ailleurs l'un des premiers à noter les affinités paradoxales entre Trump et l'électorat populaire blanc dès l'été 2015.

L'ouvrage présente une double ambition : établir théoriquement, à l'aide de sondages quantitatifs, comment le déclin social des individus de la

working class blanche aux États-Unis et au Royaume-Uni détermine leur comportement politique ; mieux saisir la perception qu'ont les individus de ce déclin. Pour cela, l'auteur a mené un véritable travail ethnographique, au travers d'entretiens individuels dans les quartiers de Barking et Dagenham, sites historiques des usines Ford au Royaume-Uni, et à Youngstown, ancienne capitale de l'acier dans l'Ohio.

Justin Gest dégage une relation nette entre la perception qu'ont les Blancs de la *working class* de leur déclin social et un comportement politique anti-système. Plus le déclassement social est fort, plus les individus sont susceptibles d'adopter une position politique de rejet et de violence. Si la marginalité par rapport à la hiérarchie sociale est complète et admise, le Blanc de la *working class* sera plus enclin à se retirer totalement de l'action politique.

De plus, l'auteur dessine un tableau saisissant de groupes sociaux en déshérence et marginalisés. Dans l'est de Londres comme à Youngstown, il décrit des Blancs de la *working class* affaiblis dans leur identité collective par le chômage, la désyndicalisation et sans représentation politique car prisonniers d'un « monopartisme ». Il veille cependant à distinguer l'identité de la *working class* blanche britannique, construite sur le statut hérité des parents, et celle, américaine, méritocratique et fondée sur la hiérarchie des revenus.

Si l'auteur insiste sur la « racialisation » blanche de l'identité collective du fait de l'effacement des marqueurs sociaux de « classe », il différencie l'est de Londres et Youngstown quant au positionnement vis-à-vis des groupes perçus comme « ennemis ». À Barking et Dagenham, les Blancs

de la *working class* ont reconstruit leur identité par opposition à des migrants venus du monde entier et qui semblent concurrencer leur position dans la hiérarchie sociale. Aux États-Unis, nation d'immigrants, les Afro-Américains, autrefois différenciés par la position subalterne dans l'appareil de production, sont associés à l'assistance (*welfare*) pour conserver la valeur identitaire du travail à la seule *working class* blanche.

Dans un dernier chapitre, Justin Gest pose la question de la représentation politique d'une *working class* blanche recluse dans des mobilisations anti-système ou hors du champ électoral. Il offre des pistes pour comprendre comment Trump a su capter dans les urnes la radicalité de la *working class* blanche en s'adressant à son sentiment de perte de statut social. Le livre est touffu, d'un anglais raffiné et complexe, mais il offre la première étude scientifique rigoureuse de l'expression politique de la *working class* blanche aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Corentin Sellin

EUROPE

OÙ VA LE MONDE ? LE MARCHÉ OU LA FORCE ?

Pascal Lamy et Nicole Gnesotto
(avec Jean-Michel Baer)
Paris, Odile Jacob, 2017,
240 pages

Dialogue structuré, ce livre fait entendre, et se mêler, deux voix qui auraient pu, *a priori*, paraître

divergentes. L'une, suspecte de privilégier le développement, l'organisation du monde et l'accouchement de la paix par l'échange et l'ouverture, bref le «doux commerce»; l'autre, plus proche du réalisme des «sécuritaires», soucieuse de ne pas gommer les hiérarchies de puissances politiques et étatiques. Pascal Lamy et Nicole Gnesotto montrent que le chant à deux voix permet à la fois l'affirmation et le dialogue.

Une première partie rappelle les bases des deux approches. L'une, plus géopolitique, dessine un monde où les rapports de forces sont de retour, un monde sans puissance organisatrice, dominante, et déstructuré. L'autre relève que les principaux conflits se développent dans les zones les moins intégrées à l'économie mondiale des échanges : ce n'est donc pas l'ouverture qu'il faut repenser, mais la production de la justice sociale.

La deuxième partie se présente comme un panorama synthétique des acteurs et des enjeux du monde actuel. Dans cette partie très riche, on notera les développements sur la Russie (à la fois faible et forte), sur les Afriques (ô combien diverses), sur le Moyen-Orient (juxtaposition d'acteurs faits d'États trop forts et de nations trop faibles), ou sur l'importance des espaces maritimes (enjeux majeurs trop délaissés par la France). Sur le problème de la gouvernance globale, le constat est lucide : les structures n'ont pas suivi les bouleversements du monde ; et quand les Occidentaux souhaitent associer «les autres» à l'action internationale, ils les veulent dans leurs institutions, suivant leurs logiques et leurs normes.

On attendait bien sûr les auteurs sur le thème de leur troisième et dernière partie : où est, que fait, l'Europe

dans ce monde-là ? La conjoncture actuelle suggère de distinguer l'adhésion à l'idée européenne de la plupart des opinions du Vieux Continent, de leur critique, de plus en plus large, de la manière dont elle est gouvernée. Pour récupérer une adhésion pleine et entière, il faut sans doute rappeler sans cesse les acquis, les bienfaits de la construction européenne (trop souvent pris en otage par les caricatures électoralistes), et remettre l'Union européenne sur de bons rails idéologiques, l'emmenant vers de bonnes décisions politiques. Réaffirmer le sens de la construction européenne, c'est aujourd'hui dire qu'elle peut être à la manœuvre pour «civiliser» la mondialisation – un objectif quelque peu oublié ces deux dernières décennies. C'est aussi, sans doute, repenser cette Europe dans le monde réel, un monde où manœuvrent et s'entrechoquent de vraies forces, pas seulement à la recherche de l'influence douce, post-nationale (post-machiavélienne serait-on tenté de dire...) qu'a privilégiée l'idéologie européiste.

Le mirage d'une Europe-puissance régentant le monde ressemble trop à un fantasme français pour séduire au-delà de l'Hexagone. Mais l'illusion d'une Europe-modèle entraînant le monde vers la paix par sa seule influence (et des chèques de moins en moins approvisionnés) doit être dépassée.

On est heureux d'acquiescer aux perspectives, à la fois généreuses et réalistes, des deux auteurs qui laissent pourtant ouvert le thème d'un possible second tome : quel accord est possible entre Européens – ou entre quels Européens – sur ces options éminemment politiques ?

Dominique David

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE. UNE CHANCE POUR L'EUROPE

Claude Turmes

Paris, Les Petits Matins, 2017,
480 pages

De prime abord, la politique énergétique européenne est un empilement de directives, règlements et autres lignes directrices. Bien qu'inscrite au cœur du projet européen depuis les premiers traités, elle reste sans ambition claire car il lui faut sans cesse composer avec une contrainte de taille : respecter la souveraineté des États membres en matière de définition de leurs bouquets énergétiques.

Pourtant, la politique européenne de l'énergie traite de sujets aussi fondamentaux que l'organisation des marchés électriques et gaziers, la gestion des risques d'approvisionnement ou encore la régulation des émissions de gaz à effet de serre. Elle s'est considérablement enrichie depuis les années 1990, si bien que débattre de l'avenir énergétique d'un État membre en particulier n'a aujourd'hui de sens que si l'on prend en compte cet échelon européen.

Incontestablement, la politique énergétique européenne est peu et mal considérée dans les débats nationaux, et c'est à ce travers que l'eurodéputé Turmes entend s'attaquer. Militant écologiste luxembourgeois, élu au Parlement européen depuis 1999 et membre parmi les plus actifs du comité en charge des questions énergétiques, il livre ici le récit d'un combat politique mené depuis bientôt deux décennies. En décryptant les coulisses bruxelloises, il donne à la politique énergétique européenne un visage plus humain et permet au lecteur de saisir la cohérence d'ensemble de ce vaste projet.

La première partie de l'ouvrage présente le témoignage d'un parlementaire engagé pour le succès de la transition énergétique européenne. Les travaux législatifs sont resitués dans la dynamique politique de l'époque. Le rôle décisif joué par certains personnages publics ou certaines institutions est aussi systématiquement mis en avant, que ces derniers aient œuvré en faveur ou contre les initiatives européennes. Si l'auteur souligne que le travail accompli est immense, il juge aussi très sévèrement les multiples tentatives de sabotage, orchestrées par les lobbies industriels et leurs alliés dans les capitales européennes. Ses observations servent souvent de leçons pour l'avenir, comme lorsqu'il évoque le défaut de calibrage initial du marché carbone européen, pour conclure que ce mécanisme pourrait, au mieux, servir de filet de sauvetage à la politique climatique européenne, mais qu'il ne saurait constituer son seul point d'appui.

Vient ensuite une partie de nature programmatique. Chaque chapitre couvre une thématique, en rappelle les enjeux, discute la pertinence des règles européennes et présente enfin des recommandations. Ce livre est donc aussi une réflexion argumentée et originale sur ce que devrait être la transition énergétique européenne et comment les citoyens européens pourraient en tirer le plus grand bénéfice. L'auteur clôt son propos en évoquant deux événements récents, le Brexit et la publication des propositions de la Commission pour mettre en œuvre les objectifs Climat 2030. Ces mentions de l'actualité la plus brûlante illustrent une fois encore la vigueur du débat énergétique européen. Néanmoins, elles nourrissent peut-être aussi le sentiment que, malgré la clarté des propositions de l'auteur pour faire de la transition énergétique « une chance

pour l'Europe», son combat risque d'être bien long, tant la machine bruxelloise est complexe et tant l'avenir de l'Union européenne est incertain.

Carole Mathieu

**PEGIDA: ENTWICKLUNG,
ZUSAMMENSETZUNG UND DEUTUNG
EINER EMPÖRUNGSBEWEGUNG**

Hans Vorländer, Maik Herold
et Steven Schäller

Berlin, Springer Verlag, 2016,
176 pages

Né en octobre 2014, le mouvement PEGIDA – *Patriotischer Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes* [Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident] – est un phénomène curieux pour au moins trois raisons. Il s'agit d'abord d'un mouvement citoyen indépendant devenu au fil des mois « l'expression citoyenne » du parti populiste de droite AfD (*Alternative für Deutschland*). La relation fusionnelle entre l'AfD et PEGIDA a été telle que la première a fourni l'idéologie et la seconde le soutien logistique, tandis que le succès de cette dernière permettait à la première de progresser dans les sondages et d'obtenir des scores électoraux inespérés en 2015 et 2016. De plus, PEGIDA est et reste avant tout un mouvement de Saxe (où les immigrants ne représentent pas plus de 2 % de la population totale), voire local, limité à la ville de Dresde. Les tentatives de PEGIDA de s'enraciner hors de Saxe ont échoué. Enfin, PEGIDA ne connaît nul équivalent dans les autres pays européens, pourtant richement dotés en partis et mouvements populistes de droite.

Étudier ce mouvement de plus près et comprendre sa genèse pour mieux pronostiquer ses perspectives futures, voilà l'objectif de trois politologues de l'université technique de Dresde. Le résultat est convaincant, tant les auteurs parviennent à plonger dans l'univers sociologique de PEGIDA, dont ils analysent les discours, les positions politiques, les réseaux, puis les acteurs et les militants, avant d'évaluer leur impact sur les médias (à la fois nationaux et régionaux), et la société. Pour les auteurs, PEGIDA est clairement un mouvement sociétal de protestation de style nouveau, qui s'inscrit dans la mouvance populiste de droite qui émerge en Allemagne, tout en véhiculant des ressentiments xénophobes et islamophobes ainsi qu'une attitude de rejet fondamentale contre les élites politiques et médiatiques.

Comme l'AfD d'ailleurs, PEGIDA réunit à la fois des représentants de la classe moyenne aisée et intellectuelle d'un côté, et des représentants des « perdants » ou des exclus de la société de l'autre. Cette dichotomie se reflète dans les positions prises par PEGIDA, qui oscillent entre la protestation populiste antimonarchiste et l'extrême droite xénophobe et islamophobe de l'autre. Une partie du mouvement se contente de protester pacifiquement une fois par semaine, en général le lundi soir, dans les rues de Dresde ; l'autre va plus loin et se mobilise pour attaquer physiquement les centres d'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile. Les propos de haine contre l'islam et le gouvernement Merkel tenus fréquemment lors des manifestations PEGIDA ont eu pour conséquence une radicalisation du mouvement et une banalisation, dans les faits, du recours à la violence contre immigrants et réfugiés.

Enfin, les auteurs soulignent que le mouvement PEGIDA est volatil et aléatoire. Il n'a connu d'affluences records qu'en hiver 2015-2016, durant la période qui a vu l'arrivée massive de réfugiés en Allemagne. Le flot de migrants s'étant tari depuis la signature de l'accord entre la Turquie et l'UE en avril 2016, le nombre de manifestants répondant à l'appel des organisateurs de PEGIDA a aussi très fortement diminué depuis. Mais il peut renaître de ses cendres à tout moment. D'où l'intérêt de cet ouvrage.

Hans Stark

ASIE

JAPAN, RUSSIA AND THEIR TERRITORIAL DISPUTE: THE NORTHERN DELUSION

James D. J. Brown

Londres, Routledge, 2016,
168 pages

L'auteur défend ici une thèse forte : le postulat du Japon dans ses discussions avec Moscou – à savoir le retour, à terme, sous souveraineté nipponne, de la totalité des îlots sous contrôle russe depuis 1945 – est irréaliste et illusoire.

Ce parti-pris rend le propos dynamique et stimulant. L'ouvrage s'organise autour de quatre courts chapitres dans lesquels sont présentés puis relativisés, voire invalidés, les arguments japonais. L'argument légal et historique tout d'abord : Tokyo présente les quatre îles les plus méridionales des Kouriles comme son « territoire inhérent » et estime que l'Union soviétique en a repris possession en août

1945 de manière déloyale, en violation du pacte de non-agression. L'auteur minore cet argument, montrant que la Russie maintient une interprétation différente qui peut être recevable, et qu'avant tout, les Kouriles Sud sont aujourd'hui un symbole fort de son identité de vainqueur de la Seconde Guerre mondiale.

Ensuite, l'argument économique – le Japon estime que des incitations financières permettront de créer un environnement favorable à des concessions russes sur la question territoriale – est invalidé. Si la Russie cherche bien à attirer d'importants investissements pour développer son Extrême-Orient, Moscou ne considère plus que Tokyo soit en mesure de proposer une offre décisive : les entreprises japonaises sont peu attirées par la Russie, et son environnement peu favorable aux investissements. Enfin, les dirigeants russes ont rappelé à plusieurs reprises qu'il est inenvisageable de « vendre » le territoire national.

Puis l'auteur aborde l'argument sécuritaire, ou stratégique. Tokyo a tendance à exagérer les tensions entre Moscou et Pékin, et ses tentatives pour éviter un front commun sino-russe, ou contrebalancer la Chine par un rapprochement avec la Russie, sont vouées à l'échec. Si des divergences existent bien au sein du partenariat sino-russe, ce dernier reste essentiel pour Moscou, en particulier depuis la crise ukrainienne. Par ailleurs, l'importance stratégique des Kouriles Sud pour Moscou se renforce : arsenaux et troupes y sont déployés pour mieux contrôler et défendre la mer d'Okhotsk et le passage vers l'Arctique.

L'auteur traite enfin la question des opinions publiques. Tokyo revendique un fort attachement de sa population

au retour des quatre îles ; or des sondages récents montrent que les Japonais sont prêts à accepter une solution plus flexible. De manière générale, l'auteur estime que l'émoi serait moindre au Japon qu'en Russie, où un fort nationalisme rend difficile la cession d'une partie du territoire national.

Appuyant son analyse sur de nombreuses sources, japonaises autant que russes, James Brown montre que les deux pays ont toujours des approches irréconciliables sur leur différend territorial. Il n'envisage qu'une seule issue : le retour à la déclaration nippon-russe scellant la reprise des relations diplomatiques en 1956, qui prévoyait qu'une fois un traité de paix signé la Russie transférerait les deux plus petites îles des Kouriles Sud au Japon. Tokyo ne s'y est jamais résolu. Y revenir aujourd'hui marquerait sans doute un tournant historique dans la relation de Tokyo avec Moscou, mais pour quels bénéfices, et à quel prix ?

Céline Pajon

**POISED FOR PARTNERSHIP:
DEEPENING INDIA-JAPAN RELATIONS
IN THE ASIAN CENTURY**

Rohan Mukherjee et Anthony Yazaki
Oxford, Oxford University Press,
2016, 304 pages

Jusqu'à ce jour, le rapprochement indo-japonais a intéressé le monde des *think tanks* et des médias, mais guère celui de l'université. L'intérêt de cet ouvrage d'une dizaine de contributions d'auteurs indiens et japonais est de présenter une analyse approfondie des liens qui se nouent actuellement entre les deux États. À ce titre, un thème récurrent le parcourt : rattraper le temps perdu et les

occasions de coopération manquées. La plupart des chapitres rappellent que les liens bilatéraux, très cordiaux durant les années 1950, se sont distendus pendant la guerre froide et sont restés entravés jusqu'aux années 1990 en raison du désaccord sur le programme nucléaire militaire indien. Le rapprochement entre les deux États n'a commencé qu'en 2000, lors de la visite à New Delhi du Premier ministre Mori, mais la relation bilatérale demeure aujourd'hui en deçà de son potentiel.

Pour expliquer le renforcement des relations entre Tokyo et New Delhi, les auteurs évoquent le contexte géopolitique, marqué par l'intransigeance de la Chine dans les disputes territoriales qui l'opposent à ses voisins. Ils notent aussi l'influence favorable du rapprochement indo-américain sur les dirigeants à Tokyo. Mais Mukherjee et Yazaki affirment que ce sont avant tout les « idéaux démocratiques partagés » qui fondent la nouvelle entente. Plus encore, ce sont les changements sur la scène politique intérieure nipponne et l'arrivée de dirigeants « néoconservateurs » tels Junichiro Koizumi et surtout Shinzo Abe, qui ont le plus œuvré en faveur du rapprochement avec l'Inde. De fait, ces dirigeants se caractérisent par leur désir « de voir le Japon jouer un rôle plus actif en faveur de la sécurité en Asie », et la conviction qu'« en vertu de leurs idéaux démocratiques partagés, l'Inde et le Japon pourraient être de proches partenaires ».

Cohérentes, les contributions suivent une même approche méthodologique : analyser les intérêts et stratégies de chaque pays dans un secteur donné, pour ensuite évaluer le potentiel de coopération bilatérale. L'analyse suit quatre grands secteurs : économie, énergie, sécurité et gouvernance mondiale. Les points de vue japonais et

indien sont à chaque fois présentés avec diverses recommandations. Par ailleurs, l'ouvrage se démarque par sa tonalité réaliste, voire sceptique, sur le rapprochement en cours, et insiste sur les multiples contraintes qui continuent d'entraver l'approfondissement de la relation. Il rappelle à diverses reprises que les facteurs de malentendus et d'incompréhension demeurent nombreux entre Inde et Japon, tant leurs systèmes socioculturels sont différents, les interactions entre leurs sociétés limitées et leurs modes de fonctionnement bureaucratique spécifiques.

Il est un peu frustrant que l'ouvrage s'arrête au seuil d'une phase qu'il qualifie lui-même de très prometteuse, marquée par l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi, personnalité très proche de Shinzo Abe. L'ouvrage n'évoque donc pas l'accord de coopération nucléaire de la fin 2016. Or ce développement ne signale pas seulement la levée de l'un des obstacles les plus importants de la relation, il montre aussi que par leur poigne et leur volonté politique, les dirigeants aujourd'hui au pouvoir à Tokyo et à New Delhi entendent surmonter les facteurs structurels les plus contraignants pour forcer la construction d'une relation stratégique.

Isabelle Saint-Mézard

LA CRISE ENVIRONNEMENTALE EN CHINE. ÉVOLUTIONS ET LIMITES DES POLITIQUES PUBLIQUES

Jean-François Huchet
Paris, Presses de Sciences Po,
2016, 152 pages

Une conséquence néfaste de l'essor économique chinois – qui a permis de

sortir plusieurs centaines de millions de personnes de la pauvreté – est le cauchemar environnemental qu'il a généré. Ce n'est certes pas une particularité de la Chine, mais comme l'explique Jean-François Huchet, la crise y est d'une ampleur inédite. Paradoxalement, c'est la vitalité de l'économie chinoise qui est à terme menacée, et donc la stabilité politique du pays.

S'engageant dans la voie ouverte par Benoît Vermander (*Chine brune ou Chine verte ? Les dilemmes de l'État-parti*, 2007), Jean-François Huchet, professeur à l'Inalco et spécialiste du monde économique et industriel chinois, concentre son propos sur l'étendue de la crise environnementale du pays, offrant une introduction concise mais sérieuse sur le sujet. Il commence par un inventaire assez complet des manifestations extérieures de cette crise (pollution atmosphérique ; épuisement des nappes phréatiques et pollution généralisée de l'eau en Chine ; dégradation des sols, érosion et désertification ; gestion insuffisante des déchets industriels et ménagers). Mais, de l'aveu de l'auteur, les coûts humains et économiques restent sous-étudiés, bien que certains soient clairement visibles.

Pour aller plus loin, les effets internationaux engendrés par cette crise restent aussi à explorer : l'impact sur le changement climatique est bien étudié, mais d'autres sphères, comme la biodiversité maritime ou la pollution transfrontalière, le sont moins, même de manière générale, dans la littérature spécialisée. Jean-François Huchet s'attaque ensuite à l'identification des causes structurelles de la crise, notamment une conception persistante, née sous Mao Zedong, des rapports homme-nature qui favorisent

l'exploitation vers l'épuisement de cette dernière : le poids inéluctable de la question démographique, l'urbanisation frénétique, les choix énergétiques (place centrale au charbon) et, tout simplement, l'échelle absolue de l'économie chinoise.

Pour surmonter cette crise, la Chine se réveille certes, mais tardivement, et de manière encore insuffisante pour l'auteur. Il est vrai que la population chinoise – avec en premier lieu la classe moyenne urbaine – semble s'engager davantage, que les autorités à Pékin affichent désormais une volonté politique plus forte en matière de protection environnementale, que des réformes administratives et juridiques progressent dans le domaine, et qu'une transformation économique est amorcée, qui favorise (et se base quelque part sur) le développement des énergies renouvelables et des industries moins polluantes.

Toutefois, nous explique l'auteur, la Chine est bien loin de sortir du bois : les questions structurelles pèsent encore lourdement, et redessiner les liens complexes entre le développement économique, l'autorité politique et la protection environnementale à différents niveaux n'est pas chose facile (effets de la décentralisation, influence des lobbies industriels, culture de consommation prédominante...) La Chine restera pendant un certain temps un pays à deux vitesses sur la question : en marche vers le développement des solutions environnementales, tout en persistant dans des activités effrénées qui épuisent les écosystèmes chinois et planétaires.

John Seaman

QUAND LES ENTREPRISES CHINOISES SE MONDIALISENT : HAIER, HUAWAI ET TCL

Geneviève Barré

Paris, CNRS Éditions, 2016,

376 pages

La présence de firmes chinoises parmi les plus importantes du monde et le développement des investissements chinois à l'étranger reflètent à la fois l'évolution de l'économie chinoise et la modification des rapports de force dans l'économie mondiale. À l'hégémonie des pays du Nord succède l'émergence de grandes puissances du Sud, principalement la Chine. Si ce changement suscite de nombreux commentaires, il n'est pas toujours bien compris, d'autant que la complexité de l'organisation économique de la Chine nécessite une analyse approfondie. L'ouvrage de Geneviève Barré est à la fois bienvenu et particulièrement enrichissant.

Le rappel du contexte institutionnel permet de comprendre la stratégie du gouvernement en matière d'investissement à l'étranger, dans le cadre de réformes ayant permis à la fois l'adoption de mécanismes de marché et une forte ouverture internationale. Sont ainsi mises en évidence la volonté de rattrapage en matière de technologies, et les différentes étapes ayant marqué cette politique. Les entreprises se sont profondément transformées et leurs spécificités sont clairement exposées dans cet ouvrage, montrant le rôle de l'environnement économique et politique, mais aussi la dynamique interne de ces entreprises et les caractéristiques de leurs stratégies. Les trois firmes choisies ont en commun d'être des leaders mondiaux, et relativement concentrées sur une technologie au sens large, plutôt que diversifiée : électroménager et électronique grand public pour Haier, technologies de l'information et de la

communication pour Huawei, électronique et multimédia pour TCL. Mais elles ont, pour le reste, des processus d'internationalisation différents.

L'analyse détaillée de ces trois cas permet de comprendre comment chacune de ces entreprises a abordé les différents marchés étrangers, géré et formé ses personnels, choisi ses dirigeants, ou développé de nouveaux produits. Elle souligne les raisons de ces réussites, mais rappelle aussi certains échecs, par exemple la coopération entre TCL et Alcatel au début des années 2000. Qu'il s'agisse du profil des dirigeants ou de l'évolution de la gouvernance, l'examen de ces trois stratégies d'internationalisation permet de réfléchir à un « modèle chinois ». La précision dans la traduction des termes chinois, et le souci de maintenir l'interprétation de la politique suivie, par exemple en matière d'innovation, dans le contexte de la culture chinoise, rendent ce travail particulièrement intéressant et convaincant.

L'importance des investissements publics en matière de recherche, et le bénéfice des économies d'échelle que procure un grand marché intérieur, ont permis à ces entreprises d'avoir une stratégie cohérente avec celle du gouvernement, et d'opérer un rattrapage technologique remarquable. Avec la hausse des salaires en Chine, et donc la modification de l'avantage comparatif, et le ralentissement de la demande mondiale, il est désormais indispensable d'avoir une montée en gamme dans la fabrication des biens et d'approfondir l'insertion internationale avec le développement des investissements à l'étranger.

Cet ouvrage, clair et pertinent, montre comment les théories traditionnelles de l'internationalisation des firmes s'appliquent au cas chinois, et avec quelles limites. Il souligne l'originalité

des parcours des trois multinationales, et permet de comprendre les processus à l'œuvre dans la montée en puissance des firmes chinoises.

Mary-Françoise Renard

CARETAKING DEMOCRATIZATION: THE MILITARY AND POLITICAL CHANGE IN MYANMAR

Renaud Egretreau
Londres, Hurst & Co., 2016,
200 pages

Spécialiste de la Birmanie, Renaud Egretreau décrypte le « printemps birman » (2010-2015), séquence unique dans l'histoire des régimes en transition. Mus par de multiples ressorts, dont des facteurs propres à la structure prétorienne du régime birman, la dissolution de la junte (mars 2011) et son remplacement par un système hybride incarné par le gouvernement semi-civil du président Thein Sein étaient planifiés par les militaires qui ont esquissé, dans une feuille de route élaborée dès 2003, un « pacte de transition » avec la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi et des représentants des groupes ethniques et de la société civile, dans le cadre d'un processus dont ils sont restés les gardiens grâce à une constitution taillée sur mesure.

Bien que la notion de « pacte » doive être nuancée, elle suggère l'existence d'un processus transactionnel qui a permis une évolution à l'origine d'avancées réelles : légalisation des oppositions, instauration du multipartisme, libération des prisonniers politiques, libéralisation de l'information, expansion de la société civile. La renaissance du parlementarisme, bien qu'en apprentissage, n'a pas été le

moindre des progrès de cette période parcourue d'un vent d'optimisme qui a conduit la communauté internationale à lever la plupart des sanctions imposées à la Birmanie.

La libéralisation du régime ne s'est pas pour autant accompagnée d'une démilitarisation totale de l'appareil d'État, dont les principaux verrous institutionnels, comme la minorité de blocage instaurée au parlement, sont restés aux mains de l'armée dont les députés ont joué le rôle de garants de la constitution. Loin d'apaiser les tensions, l'ouverture a révélé des clivages anciens. Malgré un processus de paix réamorcé en 2011, les problèmes ethniques, clé de la question birmane, elle-même dépendante de la répartition des droits économiques et politiques dans une société très inégalitaire, se sont multipliés. Libérées de la chape imposée par la dictature, la montée du communautarisme et l'instrumentalisation du nationalisme bouddhiste par des groupes radicaux réagissant à la lancinante question des Rohingyas, ont remis la religion au cœur des enjeux identitaires, à l'origine des graves affrontements de 2011-2012.

Certains des fondamentaux de la réalité birmane ont continué à peser comme autant de défis au processus de transition. Sur le plan intérieur, la structure oligopolistique de l'économie, la permanence du clientélisme et ses corollaires : la personnalisation de la vie politique, la faiblesse des corps intermédiaires autres que l'armée, ainsi que le morcellement de la scène politique, notamment sur le front ethnique, sont apparus comme des facteurs dirimants. Même si les sanctions de la communauté internationale n'ont pas directement dicté l'orientation des militaires birmans, la situation stratégique de la Birmanie, entre Chine

et Inde, est pour beaucoup dans les dilemmes du pays.

Dans un contexte particulièrement complexe qui disqualifie toute analyse manichéenne, les années qui ont suivi la dissolution de la junte ont été la première étape d'un processus de transition que l'auteur décrit comme une « glasnost sans perestroïka » : une libéralisation du système qui ne s'est pas doublée de la restructuration de l'État et de la société sans laquelle la démocratisation est restée inachevée. Tel n'est pas le moindre des défis que le nouveau gouvernement birman doit désormais relever.

Thierry Mathou¹

NORTH KOREA'S HIDDEN REVOLUTION: HOW THE INFORMATION UNDERGROUND IS TRANSFORMING A CLOSED SOCIETY

Jieun Baek

New Haven, Yale University Press,
2016, 312 pages

Jieun Baek s'attache à analyser l'impact d'un accès croissant à l'information sur la société nord-coréenne. Sa thèse principale est que cette « révolution cachée » déstabilise en profondeur le régime nord-coréen. Alors que les récents événements ont tourné les projecteurs sur le problème nucléaire et balistique et le risque de frappes préventives américaines, cet ouvrage a le mérite de nous rappeler la tragédie humaine en Corée du Nord.

La spécificité de l'ouvrage, et son principal intérêt, sont qu'il repose sur de

1. Thierry Mathou est ambassadeur de France aux Philippines, ancien ambassadeur en Birmanie. Les propos ici exprimés n'engagent que leur auteur.

nombreux entretiens réalisés avec des transfuges nord-coréens en Corée du Sud et aux États-Unis. La démarche s'inscrit dans la tradition des livres de témoignages, à l'instar de *Les Aquariums de Pyongyang* (2000) de Kang Chol-Hwan et Pierre Rigoulot, ou de *Nothing to Envy: Ordinary Lives in North Korea* (2009) de la journaliste du *Los Angeles Times* Barbara Demick. Il offre une perspective unique sur l'intérieur du pays et souligne les évolutions sociales telles que vécues par les transfuges. Les portraits et scènes de vie touchent, notamment la mention des *kotjebis*, ces enfants des rues apparus lors de la famine du milieu des années 1990.

Comme dans tout ouvrage se basant sur des témoignages, plusieurs questions se posent, d'autant que la méthodologie des entretiens n'est pas clairement présentée. La première est celle du potentiel biais de l'auteur qui réalise des entretiens très personnels, avec des transfuges pour la plupart présentés comme étant devenus des amis. La deuxième tient à l'intérêt scientifique du témoignage de transfuges ayant fait défection au début des années 1990 pour comprendre la situation actuelle. La troisième se pose quant à leur représentativité, malgré la diversité de leurs profils : ils viennent pour la plupart des provinces frontalières de la Chine.

L'ouvrage conserve un intérêt évident en ce qu'il documente avec précision les moyens d'accès à l'information des Nord-Coréens, ce que l'auteur appelle «la révolution de l'information», mais aussi le système de contrôle et de répression chargé de limiter cet accès. On découvre ainsi successivement les réseaux clandestins permettant aux transfuges d'aider leur famille restée en Corée du Nord, la forte exposition de la population aux séries et films

sud-coréens, le rôle des ONG sud-coréennes, le rôle parfois plus ambigu des associations religieuses, etc.

Cependant, et allant partiellement à l'encontre de la thèse initiale, certains transfuges rappellent que le problème principal du pays n'est pas tant l'accès à l'information que la peur qui hante chaque Nord-Coréen, ainsi que l'attachement véritable à un pays, à un réseau social et à un ancrage local qui limitent de fait toute opposition au régime. On retiendra notamment le témoignage du jeune Jeong Gwang, qui explique de façon pragmatique pourquoi la grande majorité des Nord-Coréens ne considère même pas la défection comme une possibilité.

Une grande qualité de l'ouvrage est enfin d'aborder la question de l'économie souterraine dans le pays, traitée ici sous l'angle de la vie quotidienne, ce qui n'est pas sans rappeler les travaux du Peterson Institute for International Economics. Sont ainsi mentionnés, tour à tour, le rôle crucial des marchés informels, les *jangmadang*, leur dépendance très forte aux trafics avec la Chine, leur impact sur la jeune génération, etc.

Antoine Bondaz

AFRIQUE

DOUALA & KIGALI. VILLES MODERNES ET CITADINS PRÉCAIRES EN AFRIQUE

Benjamin Michelin
Paris, Karthala, 2016, 320 pages

Douala et Kigali sont deux villes importantes d'Afrique centrale. Si des cohérences géographique, historique

et urbaine les rapprochent, ces villes présentent des trajectoires économique et politique, et une urbanisation, différenciées. L'auteur s'interroge sur les stratégies de ces villes désormais impliquées dans la compétition mondiale : quelle place est réservée à l'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers précaires ?

Le quartier (et son marché) est choisi par l'auteur pour faire une « anthropologie urbaine du changement social », permettant d'appréhender la fabrique de la ville à partir des pratiques sociales des habitants et des politiques des pouvoirs publics. Deux quartiers historiques, entre la ville coloniale et la ville moderne, sont choisis comme lieux d'observation de la fabrique urbaine : Biryogo à Kigali et Cité SIC à Douala.

Kigali est marquée par une forte dépendance vis-à-vis de l'État. Dans le contexte post-génocidaire, la reconstruction a pour objectif de créer une ville compacte, égalitaire, sur fond de réconciliation nationale. Kigali est appréciée pour ses rues propres et ses maisons bien alignées. La question sociale est au cœur des préoccupations des pouvoirs publics : il est urgent de promouvoir l'intégration urbaine des quartiers défavorisés. La métamorphose de Kigali, assurée par les acteurs privés et les bailleurs de fonds, est visible à travers ses nouveaux monuments (centres commerciaux et d'affaires). Les transformations observées positionnent le pays sur le devant de la scène internationale, mais ces changements s'accompagnent, dans l'ombre, de l'éviction des pauvres, victimes d'expropriations du fait de la libéralisation du marché foncier et de la spéculation. En outre, on observe une mutation des types de commerce et une relocalisation des espaces

marchands. Les centres commerciaux, qui attirent une clientèle aisée, se substituent désormais aux marchés « traditionnels ».

À Douala, des agendas inachevés (modernisation architecturale, valorisation du patrimoine et des espaces verts, extension et renouvellement de réseaux d'infrastructures) caractérisent une ville qui s'affranchit difficilement des acquis du passé colonial. La dualité socio-spatiale qui prédomine dans la construction des infrastructures de services (eau, assainissement, transports) est perpétuée par les autorités locales. Le retrait relatif de l'État de la planification urbaine a des conséquences sur la production de l'espace urbain, largement assurée par les acteurs privés. L'habitat informel se développe ainsi en marge de toute intervention des pouvoirs publics. L'analyse des pratiques citadines à l'échelle du quartier révèle la complexité des rapports entre autorités locales et commerçants, permettant une lecture plus large des rapports entre autorités et habitants d'une ville historiquement réputée frondeuse.

Ces deux études montrent bien l'existence d'une forme d'expulsion des pauvres plus pernicieuse : l'éviction par le marché. En effet, si les États se saisissent de projets de construction de villes vitrines, symboles de modernité, moteurs du développement économique, leur mise en œuvre se révèle plus complexe. Le dirigisme étatique à Kigali et l'inertie observée à Douala reproduisent un schéma dichotomique – l'opposition entre la ville formelle et informelle – et accentuent la fragmentation urbaine.

Virginie Nantchop

**THE MAYOR OF MOGADISHU:
A STORY OF CHAOS AND REDEMPTION
IN THE RUINS OF SOMALIA**

Andrew Harding
New York, Saint Martin's Press,
2016, 288 pages

Cet ouvrage est l'histoire de l'homme qui avait «le job le plus dangereux du monde», et représente un formidable prétexte pour raconter l'histoire contemporaine de la Somalie. Andrew Harding, journaliste à la BBC, a voulu dresser le portrait du maire de Mogadiscio, capitale d'un pays déchiré depuis le début des années 1990.

Mohamoud «Tarzan» Nur est un nomade pauvre, abandonné dans un orphelinat du nouvel État indépendant de la Somalie. Il devient néanmoins, de 2010 à 2014, maire de Mogadiscio, après s'être marié et expatrié dans le Golfe, puis en Angleterre, et alors qu'il est devenu un homme d'affaires prospère.

L'ouvrage se compose de trois parties chronologiques. Les deux premières retracent les premières années de l'État somalien après son indépendance en 1960, puis les germes du chaos contemporain, après le conflit de l'Ogaden qui oppose la Somalie à l'Éthiopie en 1977. En parallèle, nous sommes amenés à suivre les débuts difficiles dans la vie de «Tarzan», jusqu'à sa prise de fonction comme maire en 2009.

Dans la troisième et dernière partie (2010-2016), l'auteur nous convie à ses différents voyages en Somalie. Il nous fait partager ses craintes, dans un pays où l'on ne peut faire confiance à personne, et où les attentats et les assassinats politiques rythment le quotidien. «Tarzan» n'est décrit ni comme un

héros ni comme un criminel, mais comme le produit de son environnement. La Somalie y fait figure de champ de bataille permanent : la guerre n'y est pas une aberration temporaire, mais un véritable mode de vie.

Au-delà du portrait de «Tarzan», trois thématiques rythment l'ouvrage : la culture nomade, le rôle de la diaspora dans la crise somalienne et la reconstruction du pays. Andrew Harding s'efforce ainsi de comprendre la culture nomade qu'il tente magnifiquement de résumer : «Home is where you need to be, not where you were born.» L'auteur va au fil du texte à la rencontre des Somaliens de la diaspora, et rencontre aussi les proches de «Tarzan», s'attachant à reconstituer son histoire en parallèle à celle de son pays.

The Mayor of Mogadishu réhabilite la diaspora somalienne souvent accusée par la communauté internationale d'attiser le conflit en Somalie. Les Somaliens de la diaspora sont souvent surnommés *dayuus-baro*, ce qui qualifie des personnes qui diffuseraient une certaine forme d'immoralité et d'indécence. Cette image péjorative n'a toutefois pas empêché les Somaliens d'élire, en ce début d'année 2017, un président à la double nationalité : américaine et somalienne.

Pour autant, malgré ses qualités, certaines des thématiques de l'ouvrage nous semblent parfois insuffisamment traitées, ou bien inabouties. Plusieurs parties manquent de contextualisation politique. Ainsi en est-il de l'arrivée au pouvoir de l'Union des tribunaux islamiques en 2006, suivie de l'intervention éthiopienne. À aucun moment la fin de l'État somalien en 1991, et les causes de cet «échec», ne sont interrogées.

Pourtant, l'auteur trace quelques pistes de réflexion et cite l'un de ses interlocuteurs : « We like chaos, not order. » Cette réflexion fait écho aux travaux de George Balandier : « Le désordre se traduit en ordre », avance-t-il dans *Le désordre. Éloge du mouvement* (1988). Le chaos serait donc bien un sujet d'étude en tant que tel, car il peut receler un ordre caché, ce qu'Andrew Harding nous suggère d'ailleurs lui-même en filigrane.

Sonia Le Gouriellec

MOYEN-ORIENT/MONDE ARABE ET MUSULMAN

LES CRISES D'ORIENT (1768-1914)

Henry Laurens

Paris, Fayard, 2017, 384 pages

Ayant achevé sa grande histoire de *La Question de Palestine*, Henry Laurens a choisi de se pencher sur un autre thème qui a inauguré sa nouvelle série de cours au Collège de France, celui de la montée progressive des tensions qui ont entraîné le Moyen-Orient, au sens large, dans la guerre en 1914, dont ce volume constitue à la fois un résumé et une extension de la première partie, plus concis mais couvrant une période plus longue que les cours du Collège.

En effet, pour entrer dans ce que le XIX^e siècle va progressivement nommer la « question d'Orient » jusqu'à son dénouement tragique, il est nécessaire de remonter aux suites immédiates d'un temps qui semble lointain, celui de la guerre de 1768, qui signe le premier grand recul de l'Empire ottoman face à la Russie, avec le début de la

mainmise de cette dernière sur la mer Noire. Puis, presque à l'insu des protagonistes, de défaite ottomane en expéditions britanniques en Asie centrale, de guerre d'indépendance grecque en interventions de plus en plus massives des puissances dans les finances et la gestion des empires d'Orient, de rivalités des consuls locaux en explosions de violences qui s'éthnicisent, se forment les conditions de la crise qui devait conduire au remodelage de la région sous l'égide européenne.

Prenant appui sur sa profonde connaissance du terrain et des sources, Henry Laurens fait avec cet ouvrage la synthèse des monographies portant sur ces différents points, en y ajoutant ses propres recherches. Là réside l'intérêt premier de cet ouvrage, qui rend accessible un panorama de ces crises d'Orient qui couvrent aussi bien les empires ottoman et perse, que la fin de l'Inde des Moghols, l'Asie centrale, l'Afrique du Nord et les Balkans, sans oublier les cabinets et les Chambres européennes. Il permet ainsi de comprendre l'interpénétration de ces crises, qui rebondissent d'un bout à l'autre de la zone et se répondent en jeu de balancier au gré des avancées et des intérêts des protagonistes. C'est aussi la rançon de l'ouvrage, qui, bien que détaillé, donne envie d'approfondir les ressorts de chacun de ces événements, et est en ce sens aussi un ouvrage d'ouverture. On aimerait ainsi parfois qu'il s'attarde plus sur l'aspect émotionnel des enjeux géopolitiques, pour mieux faire saisir les déferlements de violence que connaît alors ce monde qui façonne le nôtre dans la douleur.

Au long des chapitres, c'est un monde en mutation qui se dessine, troublé mais riche de possibles différents de ce qui est finalement advenu, le monde levantin, celui de Cavafy et de la

modernité ottomane. Cette attention à ne pas voir de téléologie permet de mieux comprendre le drame qu'a constitué la destruction de ce monde en 1918, et les crises qui en ont constitué la suite, mais qui ne sont pas plus écrites dans l'identité de la région que celles étudiées ici.

Si l'ouvrage porte une attention forte aux conséquences de cette époque sur la nôtre, sur les représentations qui en sont issues et qui ont encore (trop) cours pour expliquer sans finesse les réalités du terrain, ce va-et-vient entre les deux époques montre aussi la faiblesse de ces explications et met en garde contre cet héritage de représentations, en même temps qu'il éclaire les dynamiques réellement à l'œuvre. Ce faisant, ce travail exigeant et refusant tout simplisme est aussi une invitation nécessaire à l'étude et à la modestie face à ces héritages.

Thomas Richard

MILITER AU HEZBOLLAH. ETHNOGRAPHIE D'UN ENGAGEMENT DANS LA BANLIEUE SUD DE BEYROUTH

Erminia Chiara Calabrese
Paris, Karthala/Ifpo, 2016,
280 pages

Depuis plusieurs années, le Hezbollah catalyse une inflation de travaux de qualités inégales. Le sujet est rendu très attractif par sa centralité (le parti étant depuis 2011 lourdement impliqué en Syrie) ainsi que par le développement massif et éclaté des *security studies*, engagées autour des problématiques de terrorisme. L'autre raison tient à la difficulté d'accès aux sources : le Hezbollah, comme toute organisation militaire ou paramilitaire, assure

sa pérennité par la protection de sa structure opérationnelle et militante, pour l'essentiel par le silence. Seul un nombre limité de chercheurs (à l'instar de Norton, Mervin ou Daher) a donc pu produire des ouvrages de qualité, issus de travaux de terrain, appuyés par une méthodologie rigoureuse et la maîtrise de l'arabe.

Apport considérable au corpus académique sur le parti chiite, la saisissante monographie de Calabrese s'inscrit dans cette filiation. Le livre est construit à partir de sources primaires, issues de multiples entretiens semi-directifs menés depuis 2005 avec des militants et sympathisants du Hezbollah ; un tel accès à l'épine dorsale activiste du parti, exceptionnel en soi, atteste d'une recherche de fond, menée sur le temps long, dans un environnement hermétique. À travers ces entretiens, l'auteur explore les modalités de l'engagement, tout en proposant une sociohistoire passionnante du Hezbollah, approchée à travers les représentations de ceux qui en constituent l'avant-garde. Par cette somme prosopographique, Calabrese déconstruit par ailleurs l'imaginaire politique entourant ces affiliés, invariablement présentés comme pauvres, très religieux et marqués par une expérience radicale du chiisme.

En sus, ce travail s'appuie sur un corpus théorique très récent, dont les réflexions d'Olivier Fillieule sur les processus d'engagement et d'action militante « par le bas », privilégiant l'approche individuelle et évitant l'écueil d'une perspective monoscalaire centrée sur les collectifs – bien que le livre veille à ne pas exagérer la centralité du premier ni à négliger l'influence des seconds. La méthodologie employée assure une infrastructure solide à cette monographie,

organisée en six chapitres qui explorent la construction du réseau militant du Hezbollah, les modes différentiels de socialisation des jeunes du parti, la formation militante *per se*, les registres de mobilisation employés par le parti, le rôle et la charge symbolique du leader, Hassan Nasrallah, et enfin la symbolologie de la *résistance*.

Si l'ensemble est dense et innovant, on retient d'abord la précision empirique avec laquelle sont décrits les mécanismes de recrutement du parti, ses procédures de sécurité opérationnelle ainsi que le cycle de façonnage de l'«identité partisane» de ses membres. Fort peu critiquable, cet ouvrage trouve peut-être une limite : ne pas questionner l'*hubris* comme mécanisme d'engagement des combattants. Au-delà des éléments constitutifs du milieu socio-politique des interviewés (héritage familial, environnement éducatif...), on s'étonne de ne pas trouver chez eux de références à la quête d'un idéal de soi, ou au besoin de recherche personnelle et collective d'un ennemi. Cet élément mis à part, *Militer au Hezbollah* s'inscrit en référence des rares travaux monumentaux écrits sur le parti libanais.

Matthieu Cimino

GÉNÉRATIONS DJIHADISTES. AL-QAÏDA – ÉTAT ISLAMIQUE, HISTOIRE D'UNE LUTTE FRATRICIDE

Dominique Thomas
Paris, Éditions Michalon, 2016,
224 pages

Dominique Thomas, expert des mouvements djihadistes, décrypte ici minutieusement un domaine qu'il connaît

bien et sur lequel il a déjà livré de nombreuses analyses. Son état des lieux est riche de détails et pose la question de l'impact des révoltes de 2011 sur la bipolarisation du champ djihadiste mondial.

À l'ombre des printemps arabes, les groupes djihadistes ont progressé, se nourrissant de l'instabilité des révoltes et de l'échec de certains gouvernements de transition. L'émergence de multiples courants islamistes a par ailleurs poussé les organisations les plus influentes à l'*aggiornamento*, laissant apparaître des querelles pour la régence de l'autorité djihadiste. Les luttes fratricides entre l'État islamique et Al-Qaïda en sont la résultante majeure. Les querelles auxquelles se livrent ces deux courants trouvent leurs origines dans des dissensions à la fois théoriques et générationnelles. Si le groupe État islamique a su rendre audible son message, concurrençant la dialectique plus élitiste d'Al-Qaïda et distançant son rival sur l'usage des moyens de communication, il souffre d'un manque de prédicateurs influents dans ses rangs.

La rivalité entre les deux groupes, qui trouve son origine, pour Dominique Thomas, au cœur de l'histoire contemporaine de l'Irak, se matérialise par une confrontation pour la suprématie du djihad global, qui s'incarne dans une surenchère opérationnelle. Si le socle commun des deux mouvements est le courant salafiste djihadiste, sur les fronts comme sur le fond, deux modèles s'opposent dans la gestion des territoires. L'un, plus inclusif, pratiqué par Al-Qaïda depuis 2011, témoigne d'une adaptation aux particularismes locaux dont l'objectif est la mutualisation des effectifs et des moyens ; l'autre, plus exclusif,

s'incarne dans les stratégies d'élimination et de soumission de l'État islamique contre ses concurrents. Al-Qaïda, en valorisant son identité arabo-islamique, a réussi par son expansion à émerger dans de nouveaux foyers. L'État islamique, dont la composition est plus disparate, a mobilisé de jeunes djihadistes en manque de responsabilités au sein d'Al-Qaïda, et s'est lancé dans une conquête territoriale en se présentant comme un pilier de la défense des Arabes sunnites, établissant dans ses zones contrôlées une administration et rétablissant de nombreux services sociaux. Évoluant selon des modèles différents, parfois opposés, les deux entités ont cependant réussi à adapter ou repenser leurs discours dans le contexte des révoltes arabes.

La conclusion de Dominique Thomas est sans appel. L'influence d'Al-Qaïda, de nombreuses fois annoncée comme dépassée, est certes fluctuante, mais le groupe joue sur une forte résilience. Après le démantèlement de son sanctuaire afghan en 2001, l'organisation est parvenue à exporter son modèle et à créer de nouvelles franchises, grâce aux retours de ses combattants dans leurs pays d'origine. L'État islamique, après avoir étendu son autorité sur un territoire de 300 000 km² à son apogée en 2015, décroît désormais, laissant apparaître ses faiblesses structurelles. Dans son autopsie de l'hydre djihadiste, Dominique Thomas constate que les organisations qui la composent, si elles passent par des périodes de faiblesse, parviennent à surmonter les vagues en s'appuyant sur leurs réseaux locaux et des discours qui parviennent aujourd'hui encore à séduire.

Héloïse-Anne Heuls

THE NEW TURKEY AND ITS DISCONTENTS

Simon Waldman et Emre Caliskan

Londres, Hurst & Co, 2016,

344 pages

Alors que Recep Tayyip Erdogan et son parti, l'AKP, viennent de remporter à une courte majorité le référendum qui doit leur permettre de modifier la Constitution de la Turquie, un retour sur les profondes mutations qu'a connues ce pays ces deux dernières décennies est plus que bienvenu. C'est à cette œuvre d'analyse et de synthèse que s'attellent Simon Waldman, spécialiste du Moyen-Orient et plus spécifiquement des dynamiques socio-politiques turques, et Emre Caliskan, journaliste et analyste turc. Documenté par une très abondante bibliographie et agrémenté d'annexes pratiques et précises, cet ouvrage se présente comme une synthèse approfondie des dynamiques qu'a connues la Turquie au tournant du siècle et depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002.

Découpé en sept chapitres, *The New Turkey and Its Discontents* s'ouvre sur la mise sous tutelle de l'armée par le nouveau pouvoir turc. C'est un choix délibéré : ce que raconte cet ouvrage, c'est d'abord la fin d'un ordre ancien dominé par les militaires. L'instrument de ce bouleversement est double : un parti, l'AKP, qui s'appuie sur une base sociologique profondément ancrée dans le pays mais trop souvent ignorée, et à laquelle le deuxième chapitre s'intéresse ; et un homme, Recep Tayyip Erdogan, chef incontesté de ce parti, et dont la personnalité controversée est étudiée en profondeur dans le chapitre suivant. Les auteurs insistent beaucoup, à ce sujet, sur l'idée de « majoritariannisme » qui mobilise

l'AKP : cette dernière, remportant les élections démocratiques, se voit comme le porte-parole de la majorité du pays, majorité souvent oubliée dans l'histoire turque et qui goûte un sentiment de revanche. Cette majorité turque, sunnite et conservatrice, est opposée aux autres minorités auxquelles est retirée toute reconnaissance : kémalistes occidentalisés, Kurdes, alévis et autres minorités religieuses. Ce processus est présenté sans manichéisme : l'ouvrage démontre qu'il s'appuie sur un réel sentiment de discrimination longtemps ressenti par cette majorité silencieuse sur laquelle s'appuie aujourd'hui l'AKP.

Les chapitres consacrés aux pressions exercées sur les médias, à la tentative avortée de résolution du conflit avec le PKK (mouvement séparatiste kurde), et au semi-échec de la diplomatie théorisée par Ahmet Davutoglu n'incitent pas à l'optimisme. Avec un regard critique qui sait rester dans la nuance, les auteurs montrent bien combien l'AKP a pu décevoir les espoirs qu'elle avait suscités, tant dans une certaine frange des libéraux turcs que dans son environnement régional. En particulier, l'analyse du processus diplomatique qui a conduit la Turquie à se rapprocher de ses voisins sur fond de tentative d'ouverture économique, puis des crises consécutives aux révolutions arabes et à la guerre civile syrienne, intéressera ceux que la politique étrangère turque contemporaine déroute et intrigue. L'ouvrage incite-t-il pour autant au pessimisme ? Non, car il accorde tout au long de ses pages une importance certaine à la société civile turque, qu'on découvre de plus en plus active et mobilisée. L'avenir n'est donc pas écrit : si le pays doit relever de nombreux défis, il reste à la croisée des chemins et l'autoritarisme

croissant de son gouvernement ne doit pas faire oublier le potentiel démocratique et modernisateur des nouvelles générations.

Aurélien Denizeau

INITIATION À L'ISLAM

Jacques Huntzinger

Paris, Les éditions du Cerf, 2017,
368 pages

Jacques Huntzinger, ancien ambassadeur, acteur depuis des décennies du dialogue méditerranéen et du dialogue interreligieux à travers diverses instances, notamment le Forum culturel méditerranéen et le Collège des Bernardins, publie une *Initiation à l'islam*, sujet qu'il qualifie lui-même « d'ultra-sensible ». Constatant que l'islam est un objet « passionnel, énigmatique et complexe », il s'adresse à un public non spécialiste, donnant les éléments essentiels, n'hésitant pas à aborder les sujets qui fâchent. Au moment où se développe un débat autour de l'islam de France, non sans confusion et amalgame, il fait œuvre utile, s'efforçant d'analyser de façon claire et rigoureuse les concepts de base et les défis auxquels cette religion est confrontée. Il aborde ainsi successivement la personne de Mahomet, le Coran, l'islam sunnite, celui d'hier comme celui d'aujourd'hui, ses principaux courants et le chiisme.

On retiendra en particulier la description du « grand retournement » intervenu au XVIII^e siècle avec la prédication d'Abdel Wahhab, juriste théologien d'Arabie qui fait alliance avec la famille des Saoud, lors du pacte du Nadjd conclu en 1745, qui demeure toujours valable. Comme le

note l'auteur, cette forme de fondamentalisme, née au cœur de l'Arabie, est un islam qui ne doit rien à un contact avec l'Europe ou à une réaction à la modernité. Il s'inscrit dans le sillage d'un courant qui a toujours existé, illustré notamment au XIII^e siècle par Ibn Tamyya. Ce salafisme devait prendre une ampleur considérable grâce aux moyens financiers dont dispose l'Arabie Saoudite depuis plusieurs décennies, et aux vecteurs d'influence qu'elle utilise avec une grande efficacité dans l'ensemble du monde arabo-musulman. Ainsi ce pays est-il devenu la principale puissance du monde sunnite, au détriment notamment de l'Égypte, en faisant du salafisme une force majeure en terre d'islam.

Le choc intervenu au XIX^e siècle, né du contact de l'islam avec la modernité, véhiculée dans les Indes par les Britanniques et en Égypte par Bonaparte, a suscité des réactions diverses. Trois grandes figures de «clercs intellectuels tourmentés» sont évoquées par l'auteur : le Perse d'origine chiite Al-Afghani, l'Égyptien Mohamed Abdouh, et le Syrien Rachid Rida. Ils veulent, dans le cadre de la *Nahda*, réformer et revitaliser l'islam. Mais au XXI^e siècle, l'islam n'a toujours pas réussi son *aggiornamento*, comme le montre l'évolution récente, et n'a pas encore relevé les trois défis qu'énumère Jacques Huntzinger. Le défi anthropologique est celui de «la reconnaissance de la singularité et de la grandeur de l'homme individu». Le défi de la politique et de sa sécularité est celui qui devrait surmonter le poids du religieux dans le débat politique. Le troisième défi, le plus important à ses yeux, est théologique : c'est celui de la réforme religieuse. La vigueur des débats qui secouent le monde musulman, l'émergence d'une

société civile mondialisée, notamment à l'occasion des printemps arabes, les violences qui touchent de nombreux pays musulmans, montrent que ces trois questions sont encore loin d'être résolues.

Ce livre apparaît comme un utile instrument de décryptage d'un monde musulman en pleine mutation, qui dérouté et inquiète un Occident lui-même en crise. Il est un moyen de mieux comprendre «l'autre» à une époque où «l'autre», quel qu'il soit, est regardé comme une menace.

Denis Bauchard

LE MARCHÉ HALAL OU L'INVENTION D'UNE TRADITION

Florence Bergeaud-Blackler
Paris, Seuil, 2017, 272 pages

Cet ouvrage montre comme le *halal* est avant tout une affaire commerciale et idéologico-politique, même s'il puise sa source au registre religieux. L'auteur rappelle en introduction que la notion de licéité en islam est plus subtile que la réduction qui en est faite par les fondamentalistes entre *halal* et *haram*, réduction hélas accréditée par les industriels, les musulmans et les non musulmans.

C'est la révolution iranienne qui va faire entrer de plain-pied la norme religieuse dans le marché dans les années 1980. C'est la négociation entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie d'une part, et la République islamique d'autre part, bientôt suivie par l'Arabie Saoudite et d'autres pays, pour l'exportation d'ovins qui amène la création d'un cadre normé pour «islamiser» les échanges. Pour l'Europe, le poids des consommateurs

musulmans s'affirme dans les années 1990. L'année 1996 marque un tournant, le marché bovin se réduisant dramatiquement en raison de la maladie ESB, alors que la consommation de la viande bovine des musulmans ne baisse pas. De concert avec des intermédiaires musulmans, les industriels vont « fabriquer » du religieux par la « sacralisation », en parlant de « sacrificeur musulman » par assimilation à la *cachérouit* juive – alors qu'il n'y a pas de comparaison possible. Le ministre Charles Pasqua décide l'attribution du monopole d'une *cachérouit* musulmane à la Grande mosquée de Paris, quasi impossible à mettre en œuvre.

L'auteur explore ensuite les pays musulmans qui, pour des raisons propres à chacun, vont « créer » de la norme *halal* : la Malaisie pour s'affirmer face aux minorités non malaisiennes qui dominent le pays ; les Émirats arabes unis, comme modèle d'expansion économique dans le Golfe ; et la Turquie, comme moyen de reconquête d'une identité musulmane. Parallèlement, les mouvements fondamentalistes vont tenter « d'étendre le champ du *halal* ». Légère faiblesse de l'argumentation du livre : la surenchère normative serait mécaniquement liée à l'islamisme, aussi bien celui des Frères musulmans que celui de groupes salafistes. Mais, comme le démontre le chapitre 4 sur la France, la chose n'est pas si simple. L'auteur reprend même

à son compte les termes du politologue Lorenzo Vidino sur ces nouveaux acteurs politico-économiques qu'il désigne comme « la nouvelle fraternité musulmane européenne ».

L'auteur pointe par ailleurs ce qu'il dénonce comme une « complicité » avec les « rigoristes », de la part d'instances internationales séculières qui ont créé en 1997 une norme internationale *halal* à l'intérieur du *Codex alimentarius* tenu par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), illustrant ainsi une certaine frénésie de la finance mondiale face au « troisième milliard » (après Chinois et Indiens) que représenterait le marché des musulmans consommant *halal*. L'auteur crée ici le concept d'une « *oumma* consumériste », prévoyant que l'idée d'un *halal* « aseptisé », cherchant à composer avec les non musulmans, va s'estomper au bénéfice d'un *halal* « ummique », qui cherche de plus en plus à donner aux seuls musulmans la capacité de réguler et exploiter ce marché.

En étudiant les ressorts des différents enjeux de ce marché, cet ouvrage nous éclaire sur le futur des relations du monde musulman avec les autres pays du globe ; surtout, il éclaire « l'invention » d'un nouveau communautarisme au sein même de nos sociétés.

Bernard Godard